Visite au Canada de dirigeants de l'Amérique centrale

---

du 15 au 17 mai 1996

Cahier d'information

Affaires étrangères et Commerce extérieur Canada
Foreign Affairs and International Trade Canada

Imprimé au Canada
Printed in Canada

Printed on recycled paper
Imprimé sur du papier recyclé

DOCS
CA1 EA 96V38 EXF
Visit to Canada by Central America leaders May 15-17, 1996 : background information. --
43277776

Table des matières

Biographies

Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien 7

Le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy 8

Le ministre du Commerce international, M. Arthur Eggleton 9

La secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique),
Mme Christine Stewart 10

Le premier ministre du Belize, M. Manuel Esquivel 11

Le président de la République du Costa Rica,
M. José María Figueres Olsen 12

Le président de la République d'El Salvador, M. Armando Calderón Sol 13

Le président de la République du Guatemala, M. Alvaro Arzú Irigoyen 14

Le président de la République du Honduras, M. Carlos Roberto Reina 15

La présidente de la République du Nicaragua,
Mme Violeta Barrios Torres de Chamorro 16

Renseignements généraux

Renforcer les relations entre le Canada et l'Amérique centrale 19

Les relations entre le Canada et le Belize 21

Les relations entre le Canada et la République du Costa Rica 23

Les relations entre le Canada et la République d'El Salvador 26

Les relations entre le Canada et la République du Guatemala 29

Les relations entre le Canada et la République du Honduras 32

Les relations entre le Canada et la République du Nicaragua 35

Aide canadienne au développement : programmes régionaux 38

Fiches documentaires

Fiche documentaire sur le Belize 43

Fiche documentaire sur la République du Costa Rica 44

Fiche documentaire sur la République d'El Salvador 45

Fiche documentaire sur la République du Guatemala 46

Fiche documentaire sur la République du Honduras 47

Fiche documentaire sur la République du Nicaragua 48

Fiche documentaire sur le Canada 49

Biographies

Le premier ministre du Canada
M. Jean Chrétien

M. Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1958, il est entré au service d'un cabinet d'avocats de Shawinigan et il a été bâtonnier du Barreau de Trois-Rivières en 1962-1963.

M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il est devenu ministre d'État associé au ministre des Finances et en 1968, ministre du Revenu national.

Réélu cinq fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien s'est vu confier plusieurs portefeuilles, entre autres les Affaires indiennes et du Nord, l'Industrie et le Commerce, les Finances, la Justice, l'Énergie, les Mines et les Ressources. Il a été Président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976; il a été nommé Vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures en juin 1984.

En septembre 1984, en tant que membre de l'opposition officielle, il est devenu porte-parole de son parti pour les affaires extérieures. Il a quitté la politique en 1986 pour retourner à la pratique du droit dans le cabinet Lang, Michener, Lawrence & Shaw de 1986 à 1990. Il a aussi été conseiller principal de la Gordon Capital Corporation.

Quatre ans plus tard, M. Chrétien est revenu à la politique. Le 23 juin 1990, il a été élu chef du Parti libéral du Canada. Après avoir remporté une élection partielle, il est devenu officiellement chef de l'opposition en décembre 1990.

M. Chrétien a été réélu député de la circonscription de Saint-Maurice le 25 octobre 1993, date à laquelle le Parti libéral a remporté la majorité des sièges à la Chambre des communes. Il est devenu le vingtième premier ministre du Canada le 4 novembre 1993.

M. Chrétien a épousé Aline Chaîné, de Shawinigan, en 1957 et ils ont trois enfants.

Le ministre des Affaires étrangères
M. Lloyd Axworthy

M. Axworthy est né le 21 décembre 1939 en Saskatchewan. Il a fait ses études au United College (maintenant l'Université de Winnipeg) et à l'Université Princeton où il a reçu un doctorat en 1972.

Dans les années 60 et 70, il a été professeur de sciences politiques à l'Université de Winnipeg et directeur de l'Institute of Urban Studies de cette université.

En juin 1973, il a été élu député (libéral) de la circonscription de Fort Rouge à l'assemblée législative du Manitoba; il a été réélu en octobre 1977.

Élu pour la première fois à la Chambre des communes en mai 1979, M. Axworthy a été réélu dans la circonscription de Winnipeg–Fort Garry en 1980. De 1980 à 1984, il a été ministre de l'Emploi et de l'Immigration, ministre responsable de la Situation de la femme et ministre des Transports.

De 1984 à 1992, M. Axworthy a occupé diverses fonctions, dont celles de critique de l'opposition officielle pour l'expansion industrielle régionale et la Commission canadienne du blé, de critique pour le commerce, de critique suppléant pour les affaires extérieures et de président du groupe de travail de son parti sur le commerce et du comité sur la politique économique du caucus libéral.

M. Axworthy a été nommé ministre des Affaires étrangères le 25 janvier 1996. Il faisait déjà partie du Cabinet où il occupait le poste de ministre du Développement des ressources humaines et de ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest. Il a aussi été membre des comités du Cabinet sur la politique du développement social et sur la politique du développement économique, et il est toujours membre de ce dernier comité.

M. Axworthy est marié à Denise Ommaney. Ils ont trois enfants.

Le ministre du Commerce international
M. Arthur Eggleton

M. Eggleton est né à Toronto (Ontario), le 29 septembre 1943. Après avoir travaillé comme comptable, il a été élu au conseil municipal de Toronto en 1969, où il a siégé, de même qu'au conseil métropolitain de Toronto, durant vingt-deux ans.

Il a été maire de Toronto de 1980 à 1991 — le plus long mandat qu'un maire ait jamais eu dans l'histoire de la ville. De 1973 à 1980, il a occupé le poste de City Budget Chief, titre du membre du conseil chargé des questions financières. En 1992, il a reçu la plus haute distinction honorifique de Toronto, le Civic Award of Merit.

Il a aussi siégé à la Metropolitan Toronto Police Commission, au conseil d'administration de l'Exposition canadienne nationale et à de nombreux comités et groupes de travail s'occupant de questions communautaires.

M. Eggleton a créé le bureau international de la ville de Toronto qui a pour mission de promouvoir les relations entre les villes, en particulier les relations économiques et culturelles. Ce bureau a été le premier du genre établi au Canada au niveau municipal. De 1989 à 1991, il a été président du comité responsable des programmes internationaux de la Fédération canadienne des municipalités.

Il a été élu pour la première fois à la Chambre des communes le 25 octobre 1993, à titre de député de York-Centre, dans la ville de North York, en banlieue de Toronto.

Le 25 janvier 1996, M. Eggleton a été nommé ministre du Commerce international par le premier ministre Jean Chrétien. Il siégeait déjà au Cabinet à titre de président du Conseil du Trésor et de ministre responsable de l'Infrastructure.

M. Eggleton a une fille.

La secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique)
Mme Christine Stewart

Mme Christine Stewart (née Leishman) est née à Hamilton (Ontario) le 1er janvier 1941. Elle a obtenu un baccalauréat en sciences infirmières de l'Université de Toronto en 1963. Elle a ensuite travaillé au Cobourg District General Hospital et pour l'Ordre de Victoria.

En 1971 et 1972, Mme Stewart a travaillé au Honduras, à titre de directrice administrative du Centre Horizons d'amitié, organisme non confessionnel d'aide au développement en Amérique centrale.

De 1982 à 1987, elle a été membre, puis présidente du Comité pour la reconstruction et le redressement du Conseil canadien pour la coopération internationale. Elle a aussi siégé au Comité de sélection des projets d'aide d'urgence en Afrique et a été déléguée à la Session extraordinaire des Nations unies sur la crise en Afrique et au Forum international de l'année des sans-abri.

Élue à la Chambre des communes pour la première fois en 1988, Mme Stewart y représente la circonscription ontarienne de Northumberland. Elle a siégé au Comité permanent des affaires extérieures et du commerce extérieur, au sous-comité de la Chambre des communes sur le développement et les droits de la personne et à celui sur l'exportation des armes. De 1988 à 1990, elle a été membre du Comité permanent des droits de la personne et du Comité permanent des personnes handicapées. Elle a été réélue en 1993 et nommée, en novembre de la même année, secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique).

Mme Stewart a épousé David Ian Stewart en 1963. Ils ont trois enfants.

Le premier ministre du Belize
M. Manuel Esquivel

M. Manuel Esquivel est né à Belize le 2 mai 1940. Il a obtenu un baccalauréat ès sciences de l'Université Loyola de la Nouvelle-Orléans et a par la suite fait des études supérieures à l'Université de Bristol en Angleterre. Il a enseigné au St. John's Junior College de Belize jusqu'en 1984.

En 1973, M. Esquivel a fondé le Parti démocratique uni et en a été le président de 1976 à 1982. Il a été membre du conseil municipal de Belize et membre du Sénat.

M. Esquivel a été premier ministre de 1984 à 1989. Il a également détenu un certain nombre de portefeuilles au sein du Cabinet, notamment ceux des Finances, de la Défense et du Développement économique. Il a été chef de l'opposition de 1989 à 1993.

M. Esquivel a obtenu un deuxième mandat à titre de premier ministre du Belize en 1993. Il est en même temps ministre des Finances et de la Défense.

M. Esquivel a épousé Kathleen Levy en 1971. Ils ont trois enfants.

Le président de la République du Costa Rica
M. José María Figueres Olsen

M. José María Figueres est né le 24 décembre 1954 au Costa Rica. Il a obtenu un diplôme en génie de l'académie militaire de West Point (États-Unis) et une maîtrise en administration publique de la Kennedy School of Law and Government de l'Université Harvard.

M. Figueres est entré dans la fonction publique en 1987 à titre de vice-président de l'Institut des chemins de fer du Costa Rica. En 1988, il est devenu ministre du Commerce extérieur, puis ministre de l'Agriculture.

Membre du Partido de Liberación Nacional, M. Figueres a été élu président en février 1994.

M. Figueres est marié à Josette Altman Borbon. Ils ont deux enfants.

Le président de la République d'El Salvador
M. Armando Calderón Sol

Né à San Salvador le 24 juin 1948, M. Armando Calderón a obtenu un doctorat en droit jurisprudentiel et en sciences sociales de l'Université d'El Salvador en 1977.

Il est l'un des fondateurs du parti Alianza Republicana Nacionalista. Il a été élu au Congrès en 1985.

M. Calderón a été élu deux fois de suite, maire de San Salvador, la capitale du pays, en 1988 et en 1991. Il a été élu président de la République en avril 1994.

M. Calderón est marié à Elizabeth Aguirra. Ils ont trois fils.

Le président de la République du Guatemala
M. Alvaro Arzú Irigoyen

Né le 14 mars 1946 à Guatemala, M. Alvaro Arzú Irigoyen a terminé ses études de droit à l'Université Rafael Landivar en 1972.

M. Arzú a commencé sa carrière à la fonction publique comme directeur de l'Institut de tourisme du Guatemala de 1978 à 1981. Il a été élu maire de Guatemala, la capitale du pays, en 1982, mais n'a pas pu entrer en fonction à cause d'un coup d'État militaire. Il a occupé le poste par la suite, de 1986 à 1990. Il est devenu ministre des Affaires étrangères en 1991.

Cofondateur du Parti progressiste national (PAN), M. Arzú a été élu président en janvier 1996 après deux tours de scrutin.

M. Arzú a épousé Patricia Escobar en 1983. Ils ont sept enfants.

Le président de la République du Honduras
M. Carlos Roberto Reina

Né le 13 mars 1926 à Comayaguela, M. Reina a fait ses études à l'Université autonome nationale du Honduras, puis a obtenu un doctorat en droit international à la Sorbonne.

Il a été professeur de droit, juge, et pendant plus de trente ans, diplomate.

M. Reina a été vice-président du Parlement latino-américain de 1971 à 1973, et délégué de son pays auprès du Congrès centraméricain en 1971.

En 1980, il a été nommé à la Cour internationale de justice. Il a par la suite été professeur à la faculté de droit de l'Université autonome nationale du Honduras et conférencier invité dans des universités étrangères.

Le 27 janvier 1994, M. Reina a entamé un mandat de quatre ans comme président du Honduras.

M. Reina est marié à Bessie Watson. Ils ont trois enfants.

La présidente de la République du Nicaragua
Mme Violeta Barrios Torres de Chamorro

Née à Rivas, au Nicaragua, le 18 octobre 1929, Mme Chamorro a fait ses études aux États-Unis. En 1978, l'assassinat de son mari, l'influent chef de l'opposition Pedro Joaquin Chamorro, a catalysé l'opposition et fait de ce dernier un martyr de la révolution populaire qui a renversé la dictature du général Anastasio Somoza en 1979.

Mme Chamorro a été membre du premier gouvernement sandiniste en 1979, mais a démissionné après neuf mois. Elle s'est occupée de la publication du quotidien familial, *La Prensa*. Chef de l'Union nationale de l'Opposition (UNO), elle a défait le président Daniel Ortega aux élections de février 1990.

Mme Chamorro a quatre enfants.

Renseignements généraux

Renforcer les relations entre le Canada et l'Amérique centrale

Le Canada entretient de bonnes relations avec les pays de l'Amérique centrale et a cherché, au cours des vingt-cinq dernières années, à les approfondir. Durant cette période, les relations diplomatiques, le commerce, l'immigration et le tourisme se sont considérablement accrus. De plus, le Canada est devenu un membre à part entière de l'Organisation des États américains. Dans ce contexte, les pays de l'Amérique centrale, qui sont parmi les plus proches voisins du Canada en Amérique latine, jouent un rôle de premier plan.

Le voyage du premier ministre Jean Chrétien en Amérique latine en janvier 1995 a donné le coup d'envoi à l'expansion des relations du Canada dans la région. Lorsqu'il a rencontré les dirigeants de l'Amérique centrale à San José, au Costa Rica, le Premier ministre les a invités à venir au Canada. En réponse à cette invitation, six de ces sept dirigeants se rendront à Ottawa et à Toronto les 15, 16 et 17 mai 1996.

Il s'agit du Premier ministre de Belize, Manuel Esquivel, du Président du Costa Rica, José María Figueres Olsen, du Président d'El Salvador, Armando Calderón Sol, du Président du Guatemala, Alvaro Arzú Irigoyen, du Président du Honduras, Carlos Roberto Reina et de la Présidente du Nicaragua, Violeta Barrios Torres de Chamorro.

Depuis que la plupart des conflits internes ont pris fin en Amérique centrale, des progrès y ont été réalisés en ce qui concerne la mise en oeuvre des accords de paix, l'amélioration des droits de la personne, la démilitarisation et la réforme économique. Le gouvernement canadien peut maintenant collaborer de plus près avec les gouvernements centraméricains et développer une relation axée sur le renforcement de la démocratie, laquelle passera par la réforme des institutions démocratiques, l'édification d'un régime commercial régional et le règlement des problèmes structurels à l'origine de la pauvreté.

Le Canada cherche à étendre ses relations commerciales et à appuyer les efforts entrepris par les pays centraméricains pour réformer et moderniser leur économie. Il vise aussi à appuyer les efforts d'intégration économique qu'ils font en prévision de l'instauration de la Zone de libre-échange des Amériques et de l'établissement possible de liens avec l'ALENA.

Le Canada poursuit ses engagements en ce qui a trait au développement durable, à la croissance économique équitable, au respect des droits de la personne et au développement d'une société civile dynamique. Les nombreux projets importants exécutés avec la collaboration de l'Agence canadienne de développement international en sont le reflet.

Le Canada a aussi pour priorité de tenir à l'avenir des consultations politiques suivies. Celles-ci ont pour but d'obtenir la collaboration des pays centraméricains sur des questions de sécurité, telles que la démilitarisation, la lutte contre le trafic des stupéfiants et le blanchiment de l'argent ainsi que de connaître leur point de vue au sujet du maintien de la paix et de la reconstruction nationale.

Le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, et la secrétaire d'État, Mme Christine Stewart, s'intéressent depuis longtemps à l'Amérique latine et leur intérêt ne date pas de leur nomination aux postes qu'ils occupent au sein du gouvernement. Mme Stewart a d'ailleurs visité El Salvador et le Guatemala en mars 1996.

Les relations entre le Canada et le Belize

Relations bilatérales

- Les relations diplomatiques du Canada avec le Belize (anciennement Honduras britannique) datent de novembre 1972. La reconnaissance diplomatique de Belize en tant que pays indépendant lui a été accordée en septembre 1981. Les relations entre les deux pays sont renforcées par le ferme sentiment d'appartenance et la participation active de ce pays au Commonwealth et à la Communauté des Caraïbes, ainsi que par son engagement dans les dossiers touchant l'Amérique centrale.

- Le Belize a participé récemment à des rencontres de haut niveau dont, entre autres, la réunion du groupe mixte Canada – Communauté des Caraïbes pour les questions commerciales et économiques qui s'est tenue en octobre 1995 à Georgetown, au Guyana, la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth qui a eu lieu le 9 novembre 1995 à Auckland, en Nouvelle-Zélande, et les réunions du Premier ministre avec les dirigeants du CARICOM qui ont eu lieu en mars 1996 à Grenade.

Commerce et investissement

- Le Belize tire parti de l'initiative CARIBCAN, un accord sur le commerce préférentiel unilatéral conclu en 1986 entre le Canada et les Antilles du Commonwealth.

- En 1995, les échanges bilatéraux entre le Canada et le Belize se sont élevés à 15,9 millions $ (ce qui représente une baisse de 6,9 millions $). Les principales exportations du Canada vers ce pays, totalisant 4,2 millions $, ont consisté en produits du pétrole et du bitume, malt, équipement téléphonique et saindoux. Les principales importations, totalisant 11,7 millions $, ont été le sucre de canne brut, la mélasse de canne, le homard et autres crustacés et le jus d'orange.

- Les entreprises canadiennes peuvent aussi profiter de possibilités d'exportation dans les domaines des télécommunications et de l'agroalimentaire.

Coopération en matière d'aide au développement

- Le Belize bénéficie aussi des projets de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) qui ont des retombées à l'échelle des Antilles. Par exemple, le Programme de gestion et d'évaluation des ressources halieutiques de la Communauté des Caraïbes, auquel participent douze pays membres, a son siège à Belize City. L'ACDI contribue pour 15,7 millions $ au budget de ce programme.

- Le Programme de bourses d'études Canada – CARICOM permet à des participants de niveau de gestion de Bélize d'étudier dans des établissements canadiens. Ce programme a pour objet d'aider à perfectionner les ressources humaines dans les secteurs économiques clés tels que l'administration publique, le tourisme, l'agriculture et l'industrie.

- En outre, trois nouveaux projets régionaux, qui seront mis sur pied à l'automne 1996, profiteront au Belize :

  i) le projet Les femmes et le développement/L'égalité entre les sexes;

  ii) le projet de prévention du VIH/SIDA qui doit être mis en oeuvre par le Caribbean Epidemiology Centre;

  iii) le projet de 1,5 million $ de l'alliance pour un développement durable.

- Les décaissements du Fonds canadien au Belize se sont élevés à 300 000 $ en 1994-1995. Le fonds a appuyé treize petits projets fournissant une aide au développement économique, technique et social à des micro-entreprises, à des collectivités et à des organismes voués à la cause du développement.

- Si l'on tient compte de tous les mécanismes d'acheminement possibles, notamment les organismes multilatéraux et les institutions financières internationales, l'aide canadienne au développement était évaluée, en 1994-1995, à 1,07 million $.

Les relations entre le Canada et la République du Costa Rica

Relations bilatérales

- Les relations diplomatiques entre le Canada et le Costa Rica datent de mars 1961. Les deux pays partagent les mêmes valeurs en ce qui a trait aux droits de la personne, à l'environnement et au règlement pacifique des différends. Ils coopèrent étroitement dans le cadre de diverses organisations bilatérales et multilatérales.

- En juin 1995, le Canada a remis au Costa Rica des dettes de 11,3 millions $ relatives à l'aide au développement contre la promesse de ce pays de consacrer un montant équivalent à des projets environnementaux.

- Le président du Costa Rica est venu à Ottawa en avril 1994 et a rencontré le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères. En janvier 1995, le Premier ministre Chrétien s'est rendu au Costa Rica en compagnie de la secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), Mme Christine Stewart, à l'occasion d'un voyage en Amérique latine et dans les Antilles.

Commerce et investissement

- En 1995, les échanges bilatéraux entre le Canada et le Costa Rica se sont chiffrés à 207,8 millions $. Les principales exportations du Canada vers le Costa Rica ont atteint un total de 44,7 millions $; elles étaient composées de blé et farine, d'engrais, de matières plastiques, de traverses de chemins de fer et de produits de papier. Les principales importations, d'un montant de 163,1 millions $, ont été des bananes et autres fruits, du café, de l'or et des vêtements.

- Depuis trois ans, le commerce bilatéral avec ce pays a augmenté de 28 %, en valeur et en quantité, principalement en raison d'un accroissement des importations canadiennes, surtout de café, mais aussi de fruits, de noix et de textiles.

- Les exportateurs canadiens peuvent trouver des débouchés dans les secteurs suivants : télécommunications, énergie, transports, exploitation minière, tourisme, services et travaux d'aménagement d'infrastructure.

Coopération en matière d'aide au développement

- Le Canada a commencé à fournir une aide au développement au Costa Rica vers le milieu des années 70 afin d'appuyer la modernisation de l'économie et la durabilité de l'environnement dans ce pays. L'aide bilatérale a surtout porté sur les logements à prix modique, la protection de l'environnement et le développement social.

- Le Fonds mondial pour la nature Canada entreprend, en collaboration avec le ministère de l'Environnement et de l'Énergie du Costa Rica, la deuxième phase d'un projet ayant pour but de promouvoir la préservation de l'environnement et le développement socioéconomique durable dans la zone de conservation d'Arenal. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) contribuera 1,7 million $ à la phase finale de trois ans et le gouvernement du Costa Rica, 2,7 millions $, et ce, dans le cadre de l'Initiative de conversion de la dette d'aide publique au développement.

- Un projet de télécommunications, ICE Telecom II, de 5 millions $, vise à accroître et à moderniser les services de télécommunications dans les collectivités rurales, ce qui crée des fonds pour des programmes sociaux et renforce les liens commerciaux avec des sociétés canadiennes.

- En 1995-1996, Le Fonds du Canada a appuyé douze petits projets à l'intention des collectivités marginalisées.

- Pour ce qui est des programmes bilatéraux, on prévoit un nouveau projet de 15 millions $ pour la modernisation des secteurs de production, lequel fournira au Costa Rica des technologies respectueuses de l'environnement et les compétences connexes que peut apporter le Canada.

- Les programmes de partenariat recevant l'appui de l'ACDI comprennent des projets, dont certains touchent plusieurs pays et qui sont entrepris par divers organismes non gouvernementaux, notamment l'Église presbytérienne du Canada, CoDevelopment Canada, Horizons d'amitié, le Fonds mondial pour la nature Canada et le Centre Fallsbrook.

- Des institutions non gouvernementales (ING) mènent aussi des activités au Costa Rica et reçoivent l'appui de l'ACDI pour des projets visant à donner des conseils sur la mise en application des lois protégeant l'environnement, divers projets ayant trait à l'éducation, notamment l'élaboration d'un programme coopératif d'étude en vue de la maîtrise, et une aide technique à court terme fournie par l'intermédiaire du Service administratif canadien aux organismes. En outre, sept autres projets d'ING touchant plusieurs pays, appuyés par l'ACDI, sont en cours d'exécution au Costa Rica.

- Le Programme de coopération industrielle encourage les relations entre entreprises et les transferts de technologie. Il appuie actuellement des projets dans une gamme étendue de secteurs, notamment l'exploitation minière, l'agriculture, l'énergie, l'industrie, la foresterie et les transports. En 1995-1996, 1 million $, au total, ont été consacrés à ces sept projets.

- Le Centre de recherches pour le développement international s'occupe de treize projets au Costa Rica, avec un financement de 2,5 millions $. Ces projets portent sur la biodiversité, les systèmes d'information et la gestion de l'environnement, l'amélioration des systèmes agricoles et d'approvisionnement en eau, l'agroforesterie, les services de santé et l'intégration de la femme au développement.

- Si l'on tient compte de tous les mécanismes d'acheminement possibles, notamment les organismes multilatéraux et les institutions financières internationales, l'aide canadienne au développement était évaluée, en 1994-1995, à 4,78 millions $.

Les relations entre le Canada et la République d'El Salvador

Relations bilatérales

- Le Canada a établi des relations diplomatiques avec El Salvador en 1961.

- Le 14 septembre 1995, le Canada a ouvert une chancellerie à San Salvador.

- Le Canada a appuyé les efforts régionaux et multilatéraux pour mettre un terme à la guerre civile, qui a duré de 1980 à 1991. En 1992, il a fourni un contingent de gardiens de la paix à la Mission d'observation des Nations unies en El Salvador.

- En avril 1994, puis de nouveau en mars 1996, la secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), Mme Christine Stewart, s'est rendue en El Salvador.

Relations commerciales

- Le commerce entre le Canada et El Salvador prend de l'ampleur. En 1995, les échanges bilatéraux ont atteint 66,2 millions $. Les exportations du Canada se chiffraient à 22,6 millions $ et comprenaient le papier journal et la pâte de bois, le blé, l'aluminium, les automobiles, les produits de plastique et les résines. Les importations se chiffraient à près de 43,6 millions $ et comprenaient le café, les vêtements, les fruits et les légumes.

- Le secteur industriel et celui des services étant en expansion en El Salvador, la structure de notre commerce bilatéral se diversifie graduellement.

- Les principaux débouchés pour les exportations canadiennes se trouvent dans les secteurs suivants : énergie et équipement pour le transport de l'énergie, matériaux de construction, équipement de télécommunications, produits de consommation, transports, chemins de fer, ports, agriculture, bétail et animaux reproducteurs.

Coopération en matière d'aide au développement

- L'aide bilatérale au El Salvador vise surtout la promotion de la démocratie, les droits de la personne, la réduction de la pauvreté, la protection de l'environnement et le développement durable.

- Le Programme canadien de reconstruction sociale, qui a commencé en 1995 et dispose d'un budget de 19 millions $ étalé sur cinq ans, permet d'appuyer la reconstruction permanente de la société salvadorienne, en favorisant la promotion de la démocratie et les droits de la personne et en contribuant à réduire la pauvreté grâce à des activités de production. Le programme finance des projets présentés par des organisations salvadoriennes et canadiennes dans les domaines de la réforme politique et du développement institutionnel; il appuie également des initiatives locales.

- Les paiements au titre du Fonds canadien pour l'environnement, doté d'un budget de 8,1 millions $, ont commencé en juillet 1993 et se poursuivront jusqu'en 1996. Le Fonds, établi en devises locales, est à la disposition des organismes locaux et canadiens non gouvernementaux et d'autres groupes voulant mettre sur pied des projets pour la promotion d'une gestion judicieuse des ressources naturelles, la protection de l'environnement et des initiatives associées au développement durable.

- En 1994-1995, le Fonds canadien pour l'environnement a appuyé également vingt initiatives locales dans les domaines de l'agriculture, des systèmes d'eau potable et de l'environnement.

- Les programmes bilatéraux continueront de porter sur la reconstruction sociale, au cours de la période allant de 1995 à l'an 2000.

- L'Agence canadienne de développement international (ACDI) appuie actuellement treize initiatives de partenariat avec des organisations non gouvernementales, notamment Plenty Canada, Salvaide Humanitarian Aid (Ontario), le Centre canadien d'étude et de coopération internationale, la Fondation canadienne contre la faim et Oxfam Canada. D'autres initiatives sont des projets qui touchent plusieurs pays, dont El Salvador.

- Les programmes des institutions non gouvernementales en El Salvador ont connu une croissance rapide ces dernières années. L'ACDI appuie actuellement plusieurs projets concernant notamment l'environnement et l'alphabétisation fonctionnelle qui sont exécutés par des institutions canadiennes, dont la Société de coopération pour le développement international, le Sierra Club of Western Canada et la Coalition des organisations provinciales des handicapés. Trois autres projets s'adressant à plusieurs pays et ayant des activités en El Salvador bénéficient aussi d'un appui de l'ACDI.

- Quatre projets relevant du Programme de coopération industrielle sont actuellement en voie de réalisation dans les secteurs de l'agriculture, des pêches, des transports, du logement, de l'industrie, de la gestion des déchets et des institutions. Les contributions à ces projets représentent environ 600 000 $.

- Si l'on tient compte de tous les mécanismes d'acheminement possibles, notamment les organismes multilatéraux et les institutions financières internationales, l'aide canadienne au développement était évaluée, en 1994-1995, à 6,69 millions $.

Les relations entre le Canada et la République du Guatemala

Relations bilatérales

- Les relations diplomatiques du Canada avec le Guatemala datent de 1961. La mission canadienne a été, en 1991, élevée au rang d'ambassade et dotée d'un ambassadeur résident.

- Le Canada a fréquemment exprimé son souci des droits de la personne dans ce pays et a offert un appui important au développement de la démocratie.

- La secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), Mme Christine Stewart, s'est rendue au Guatemala en avril 1994 et en mars 1996.

- Le Canada appuie les négociations de paix menées sous l'égide des Nations unies et la Mission de vérification des Nations unies pour les droits de l'homme au Guatemala.

- Le Canada est membre actif du groupe de soutien international qui contrôle le retour des réfugiés guatémaltèques.

Commerce et investissement

- En 1995, le commerce bilatéral entre le Canada et le Guatemala s'est chiffré à 134,8 millions $. Les principales exportations du Canada à ce pays atteignaient une valeur de 41,4 millions $ et comprenaient le papier journal et autres produits de papier, le blé tendre et le blé dur, le chlorure de potassium et le polyéthylène ainsi que les appareils et le matériel téléphoniques. Les principaux produits d'importation du Canada en provenance du Guatemala, qui se chiffraient à 93,4 millions $, comprenaient le café, les fruits et les légumes (surtout les bananes et les pois), les vêtements, les graines de sésame et le savon.

- Le Guatemala offre d'excellents débouchés aux entreprises canadiennes. Les secteurs les plus attrayants pour les exportateurs canadiens sont la machinerie agricole, la machinerie industrielle, l'équipement de transformation des aliments, l'électronique, les télécommunications, les services de consultation, la production d'électricité, le matériel médical et hospitalier et les produits de papier.

Aide au développement

- L'aide canadienne bilatérale au développement porte, au Guatemala, sur les droits de la personne, la démocratisation et la réduction de la pauvreté.

- L'appui consenti au Projet de développement local contribue à améliorer l'infrastructure communautaire, les coopératives de production, la formation et la participation des femmes au développement. Il facilite aussi la réintégration des réfugiés et des populations déplacées. Ce projet de 10,5 millions $ est exécuté par la Société de coopération pour le développement international.

- Une contribution additionnelle du Canada, 5 millions $ sur trois ans, au Fonds du développement démocratique, en sus de sa contribution initiale de 1,5 million $, a été annoncée en 1995. Ce Fonds favorise le partenariat entre le Guatemala et le Canada sous la forme d'initiatives de promotion de la démocratie et de protection des droits de la personne.

- Le Canada appuie les efforts de la Mission des Nations unies au Guatemala en fournissant les services de deux agents canadiens de la police civile qui sont chargés de veiller à ce que soit respecté l'accord auxiliaire sur les droits de la personne, l'un des éléments du processus de paix au Guatemala. Ce projet, d'une durée d'un an et d'un montant de 311 000 $, est réalisé par le Service administratif canadien aux organismes.

- Le Fonds canadien favorise de petits projets destinés à des groupes défavorisés. Ceux en cours incluent des initiatives qui encouragent la participation électorale, aident les enfants de la rue, appuient la lutte contre la fièvre dengue, une maladie infectieuse.

- Les organisations non gouvernementales (ONG) canadiennes sont très actives au Guatemala. Le comité de solidarité de Trois-Rivières et l'Armée du salut y appuient des initiatives dans le secteur de l'éducation sanitaire. Plenty Canada et le Fonds humanitaire des métallurgistes unis participent activement à des projets de développement communautaire, tandis que Développement et Paix gère un projet sur les droits des enfants. D'autres ONG canadiennes bénéficient d'un appui de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) pour des activités au Guatemala, notamment Aide à l'enfance Canada, Christian Reformed World Relief Committee of Canada, Pueblito Canada Incorporated. Pour sa part, l'organisme Project Accompaniment a aidé à assurer la sécurité des réfugiés guatémaltèques rentrant dans leur pays.

- Les institutions non gouvernementales canadiennes offrant un appui institutionnel à des projets en cours au Guatemala comprennent la Société de coopération pour le développement international, qui vient en aide au mouvement coopératif, et le Collège MacDonald de l'Université McGill, qui participe à des projets concernant la santé et la nutrition.

- Le secteur privé canadien s'intéresse de plus en plus au Guatemala. Le Programme de coopération industrielle fait des contributions à neuf projets et d'autres propositions sont à l'étude.

- Le Centre canadien de recherches pour le développement international appuie, au Guatemala, deux projets de recherche ayant trait aux technologies industrielles et aux techniques d'élevage. Sa contribution à ces projets s'élève à 680 000 $.

- Si l'on tient compte de tous les mécanismes d'acheminement possibles, notamment les organismes multilatéraux et les institutions financières internationales, l'aide canadienne au développement était évaluée, en 1994-1995, à 6,86 million $.

Les relations entre le Canada et la République du Honduras

Relations bilatérales

- Le Canada a établi des relations diplomatiques avec le Honduras en juin 1961.

- La secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), Mme Christine Stewart, s'est rendue au Honduras en octobre 1994.

- Le Canada a encouragé le Président Carlos Roberto Reina à poursuivre ses efforts pour améliorer la situation des droits de la personne dans son pays.

- Le Canada se réjouit de l'engagement du Honduras envers la libéralisation économique et l'intégration de l'Amérique centrale.

Relations commerciales

- En 1995, les échanges entre les deux pays se sont chiffrés à 69,5 millions $. Les principales exportations du Canada au Honduras, qui se sont élevées à 19,7 millions $, comprenaient l'urée, le styrolène, le polypropylène, le papier journal et la pâte de bois mi-chimique. Le Canada a importé essentiellement du bois d'oeuvre, des bananes, des melons, des légumes et du café, pour un total de 49,8 millions $.

- Outre les exportations canadiennes actuelles au Honduras, il existe des débouchés dans le secteur agricole, notamment pour la vente de produits chimiques agricoles, d'engrais et d'animaux reproducteurs. Il y a aussi des possibilités pour l'exportation de pièces d'automobiles.

Coopération en matière d'aide au développement

- Le programme canadien d'aide au développement au Honduras est axé sur la gestion des ressources naturelles dans les domaines de l'agriculture, de l'eau et de la foresterie.

- Un projet de gestion de la forêt d'arbres feuillus cherche à promouvoir la création d'emplois au sein des collectivités locales, ainsi que de méthodes de gestion axées sur la préservation et la protection de la forêt d'arbres feuillus. Une phase initiale de 11,5 millions $ a été terminée en 1995. Une deuxième phase de 5,8 millions $ sur cinq ans a commencé en novembre 1995. Elle consistera en des activités visant à améliorer la protection, la gestion, la récolte et la commercialisation des produits de la forêt, dont bénéficiera directement la population locale.

- La deuxième phase du Projet d'intégration des ressources naturelles dans la vallée de Guayape, d'une valeur de 9 millions $, a pour objectif de diversifier davantage les activités agricoles et de créer des emplois en milieu rural. Elle doit se terminer en 1996. Elle favorisera la mise sur pied de petites entreprises agroalimentaires et l'amélioration des services de crédit.

- Un projet de 5 millions $ vise à fournir de l'eau potable à 81 localités du Honduras. Il dispensera également une éducation sanitaire de base, assurera la gestion et l'entretien des réseaux d'aqueduc et l'aménagement de bassins hydrographiques.

- Le Canada s'occupe activement du secteur énergétique par l'intermédiaire d'un projet ayant trait au plan d'ensemble du réseau électrique. Ce projet, d'une valeur de 5 millions $, aide le Honduras à promouvoir l'efficacité et la prévisibilité de l'alimentation en électricité, de même que la participation du secteur privé et l'équité dans ce domaine.

- Le nouveau Fonds Honduras – Canada pour la gestion de l'environnement de 16,5 millions $, qui a été établi par l'intermédiaire de l'initiative de conversion de la dette, vise à accroître les capacités de gestion de l'environnement et des ressources naturelles, en appuyant de petites initiatives de développement durable.

- Une ligne de crédit de 15 millions $ permet d'appuyer plus de vingt projets dans des domaines tels que l'éducation, l'adduction d'eau, le logement, l'aide aux femmes, l'environnement et les petites entreprises. Ce projet prendra fin en 1996.

- Grâce au Fonds canadien, le Canada apporte aussi un soutien aux groupes de défense des droits des femmes, à l'ombudsman des droits de la personne et aux logements sociaux.

- Pour ce qui est des programmes bilatéraux, on prévoit une phase finale de 10,1 millions $ pour la vallée de Guayape, ainsi qu'un projet d'approvisionnement en eau dans les zones rurales de la région de la côte de l'Atlantique de 4 millions $ afin de compléter le projet de gestion durable de la forêt d'arbres feuillus, et un projet de services consultatifs de 5 millions $ sur la politique relative aux ressources naturelles.

- L'Agence canadienne de développement international (ACDI) appuie un programme de partenariat pour des projets touchant plusieurs pays, dont le Honduras, notamment ceux du Comité central mennonite et d'Horizons d'amitié.

- Les institutions non gouvernementales reçoivent actuellement une aide de l'ACDI pour des projets visant à aider des organisations environnementales, à encourager l'élevage des animaux et à appuyer le Commissaire aux droits de la personne. L'ACDI appuie également des projets touchant plusieurs pays, dont le Honduras, et portant sur l'éducation et le soutien aux mouvements coopératifs.

- Depuis la fin des années 80, dix projets du Programme de coopération industrielle ont bénéficié d'un financement d'environ 1,5 million $, dans les secteurs de l'industrie, de l'énergie, des pêches et des installations sanitaires.

- Quatre projets de recherche, portant sur l'agriculture, la localisation géographique des ressources communautaires, la transformation industrielle et l'ingénierie, sont appuyés actuellement par le Centre de recherches pour le développement international, qui leur a consenti une subvention de 790 000 $.

- Si l'on tient compte de tous les mécanismes d'acheminement possibles, notamment les organismes multilatéraux et les institutions financières internationales, l'aide canadienne au développement était évaluée, en 1994-1995, à 20,41 millions $.

Les relations entre le Canada et la République du Nicaragua

Relations bilatérales

- Le Canada a établi des relations diplomatiques avec le Nicaragua en juin 1961. Les relations politiques et économiques ont été maintenues sous le régime sandiniste.

- Pour appuyer le règlement de paix de 1989 au Nicaragua, des militaires des Forces armées canadiennes ont fait partie du Groupe d'observateurs des Nations unies en Amérique centrale et le Canada a fourni une aide financière et technique durant les élections nationales de 1990 au Nicaragua.

- Le Canada fait partie du groupe de soutien des amis du Nicaragua qui, en 1995, a aidé à trouver des solutions aux difficultés constitutionnelles de ce pays.

- Le Nicaragua fait partie des Nations unies et de l'Organisation des États américains. Depuis 1990, il a cherché à resserrer les liens politiques et économiques avec les pays développés et les autres États d'Amérique centrale.

Commerce et investissement

- Durant dix ans, le Nicaragua a connu une période d'inflation chronique qui a pris fin peu après l'élection du gouvernement actuel, en 1990.

- En 1995, les échanges bilatéraux entre le Canada et le Nicaragua se chiffraient à 18,5 millions. Les exportations du Canada atteignaient 8 millions $ et comprenaient des matières plastiques et de la machinerie. Les importations s'élevaient à 10,5 millions $ et comprenaient de l'or et du café. Nos exportations ont diminué de 43 % au cours des six premiers mois de 1995.

- La reconstruction du Nicaragua offre des débouchés aux exportateurs canadiens de matières premières et d'équipement industriels, de matériaux de construction, de fournitures médicales et d'équipement hospitalier, de matériel électrique et agricole et de matériel de transport et de télécommunication. Les projets financés à l'échelle internationale dans les secteurs des transports, de l'eau, des eaux usées, de l'environnement et de l'éducation continueront à intéresser les entreprises canadiennes.

Aide au développement

- Par le biais d'une ligne de crédit au développement de 15 millions $, le Canada fournit au Nicaragua un appui à la balance des paiements relié à des mesures de réduction de la pauvreté. Ainsi, le Nicaragua achète du Canada des engrais, des produits de papier et des matières plastiques avec le produit des ventes locales, lequel est versé dans un fonds de contrepartie servant à financer des projets de lutte contre la pauvreté.

- En 1995, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a augmenté de 1 million $ (ce qui le porte à 12,4 millions $) le budget d'un projet de restauration énergétique qui donne l'occasion aux entreprises canadiennes de fournir de l'équipement et du matériel électriques, des services d'achat et de génie, des services de conseillers en gestion ainsi que des services techniques.

- Environ un demi-million de Nicaraguayens bénéficieront d'un projet de 14,3 millions $ visant à réparer et à prolonger des adductions d'eau potable dans six centres urbains ainsi qu'à améliorer les capacités institutionnelles des services nationaux d'approvisionnement en eau du Nicaragua. Une initiative de 5 millions $ s'adressant à des collectivités rurales et consistant à améliorer l'approvisionnement en eau potable, à construire des latrines et à organiser des cours d'éducation à la santé doit prendre fin en 1996.

- L'Association des collèges communautaires du Canada, en collaboration avec l'Institut national de technologie du Nicaragua, est en train de mettre en oeuvre, dans le secteur agricole, un programme de perfectionnement des ressources humaines de 4,6 millions $.

- Le Fonds Nicaragua – Canada pour la gestion de l'environnement, qui dispose d'un budget de 3,6 millions $ réparti sur trois ans (de 1994 à 1997), permet de financer les projets de gestion durable des ressources naturelles, de protection de l'environnement et d'autres initiatives de développement durable d'organisations non gouvernementales (ONG) locales et canadiennes.

- Le Fonds canadien finance, chaque année, un portefeuille actif d'environ vingt-cinq petits projets. Ceux-ci ont pour objectif d'améliorer les conditions de vie de base, en se concentrant sur la santé, l'éducation et la création d'activités rémunératrices.

- En ce moment, l'ACDI appuie les activités de douze ONG, comprenant le Fonds humanitaire des métallurgistes unis, Aide à l'enfance Canada, le CUSO, Oxfam-Canada, Oxfam-Québec et Inter-Pares.

- Au nombre des projets parrainés par des institutions non gouvernementales recevant l'aide de l'ACDI, figurent un programme de formation des travailleurs médicaux mis sur pied par l'Université de Montréal et deux projets multinationaux portant sur l'éducation.

- Depuis le début des années 80, l'ACDI a appuyé dix projets de coopération industrielle au Nicaragua. Ces projets se trouvent dans les secteurs de l'exploitation minière et de la métallurgie ainsi que de l'infrastructure d'assainissement de l'eau. Le secteur privé canadien s'intéresse de plus en plus au Nicaragua, tout particulièrement les sociétés canadiennes spécialisées dans la technologie et les applications de la géomatique, dans les services de l'environnement et dans la construction de logements.

- Le Centre de recherches pour le développement international appuie au Nicaragua trois projets de recherche qui ont trait à la gestion des ressources naturelles et à la biodiversité et qui bénéficient d'une subvention de 340 000 $.

- Si l'on tient compte de tous les mécanismes d'acheminement possibles, notamment les organismes multilatéraux et les institutions financières internationales, l'aide canadienne au développement était évaluée, en 1994-1995, à 15,51 millions $.

Aide canadienne au développement : programmes régionaux

Projets bilatéraux en cours

- Un fonds d'appui à la politique d'égalité des sexes d'un montant de 500 000 $ finance les organisations nationales et régionales s'occupant des besoins des femmes.

- Le Fonds canadien régional appuie plusieurs petites initiatives ayant des objectifs régionaux ou destinées à plusieurs pays et qui contribuent à la formation de nouveaux réseaux et de nouvelles alliances. En 1994-1995, il a versé 248 000 $ à des projets dans les domaines des droits de la personne, du bon gouvernement et de la promotion de la démocratie.

- En 1995, une étude de 500 000 $ portant sur la coopération régionale en matière d'énergie électrique a été menée sous les auspices de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes par une équipe de spécialistes canadiens et latino-américains; elle comprendra des recommandations sur les programmes énergétiques nationaux et régionaux.

- Un programme de 14 millions $ sur cinq ans, visant à appuyer la modernisation de l'économie régionale, a commencé à l'automne 1995. Les projets, proposés par les institutions régionales d'Amérique centrale en partenariat avec des institutions canadiennes, mettront l'accent sur le développement des ressources humaines, l'amélioration des infrastructures et l'harmonisation des politiques.

Projets bilatéraux en préparation

- Un projet régional d'énergie électrique d'un montant de 25 millions $ doit débuter à la fin de 1996.

- Un projet de 1,5 million $ de l'Alliance pour le développement durable axé sur les objectifs environnementaux de l'organisme, contribuera à établir des cadres et des règlements en matière de gestion de l'environnement en s'appuyant sur la coopération entre les secteurs public et privé.

- Un projet appuyant les initiatives favorisant l'égalité des sexes est prévu pour 1997-1998.

- Un projet de soutien à l'Organisation interaméricaine pour l'enseignement supérieur prévu pour 1996-1997 visera à améliorer l'administration des universités.

Programmes de partenariat

- Le Programme de coopération industrielle compte trois projets régionaux ayant trait à la fabrication des chaussures, aux systèmes informatiques et à l'agriculture.

- Le Centre de recherches pour le développement international finance quatorze projets régionaux en Amérique centrale, d'un montant de 4,8 millions $, dans les domaines de l'environnement, des sciences de la santé, de la technologie et de l'agriculture.

Fiches documentaires

BELIZE

Capitale : Belmopan

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

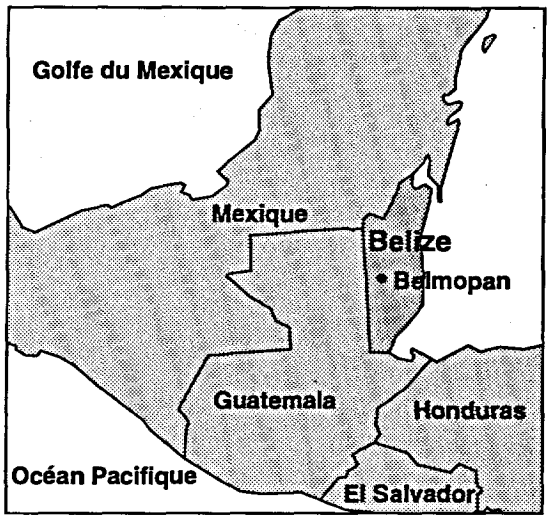
Superficie
22 963 km²

Population
206 000 (1994)

Taux de croissance de la population
2,42 % (est. 1995)

Principales langues
Anglais (officielle), espagnol, maya, garifuna

Principaux groupes religieux
Catholiques romains (62 %), anglicans (12 %), méthodistes (12 %), mennonites (4 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système de gouvernement
Démocratie représentative

Chef du gouvernement
Le Premier ministre Manuel Esquivel

Ministre des Affaires étrangères et vice-premier ministre
M. Dean Barrow

Institutions démocratiques
Parlement bicaméral, multipartisme

Indice du développement humain de l'ONU
Le Belize se classe 29e sur 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Gavin Stewart, Haut-commissaire
Haut-commissaire du Canada auprès du Belize
a/s Haut-commissariat du Canada
C.P. 1500, Kingston 10
Jamaïque

Téléphone : (809) 926-1500
Télécopieur : (809) 926-1702

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
552,3 millions $ US (1994)

Taux de croissance du PIB
1,6 % (1994)

PIB par habitant
2 681 $ US (est. 1994)

Principales exportations
Sucre, bananes, produits du poisson, vêtements, concentrés d'agrumes

Principales importations
Machinerie et matériel de transport, denrées alimentaires, combustibles, produits chimiques, produits manufacturés

Principales exportations au Canada
11,7 millions $ (1995), en sucre de canne brut, mélasse de canne, homard et autres crustacés, jus d'orange

Principales importations du Canada
4,2 millions $ (1995), en produits du pétrole et du bitume, malt, matériel téléphonique, saindoux

Aide canadienne au développement outre-mer
1,07 million $ (1994-1995)

Mai 1996

RÉPUBLIQUE DU COSTA RICA

Capitale : San José

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

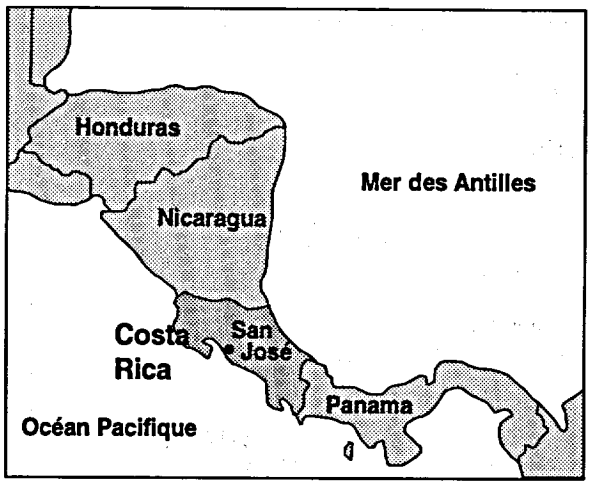
Superficie
51 100 km²

Population
3,23 millions (1994)

Taux de croissance de la population
2,5 % (1994)

Principales langues
Espagnol (officiel), anglais

Principal groupe religieux
Catholiques romains (95 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Chef de l'État et du gouvernement
Le Président José María Figueres Olsen

Ministre des Relations étrangères
M. Fernando Naranjo Villalobos

Institutions démocratiques
Système monocaméral, assemblée législative

Indice du développement humain de l'ONU
Le Costa Rica se classe 28e sur 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Dan Goodleaf, Ambassadeur
Ambassade du Canada
Oficentro Ejecutivo La Sabana, Edificio 5, Piso 3
Apartado Postal 351-1007, Centro Colón
San José
Costa Rica

Téléphone : (011-506) 296-4149
Télécopieur : (011-506) 296-4280

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
8,2 milliards $ US (1994)

Taux de croissance du PIB
4,5 % (1994)

PIB par habitant
2 538 $ US (1994)

Taux d'inflation
12 % (1994)

Taux de chômage
4,5 % (est. 1994)

Principale exportations
Café, bananes, textiles, sucre

Principales importations
Matières premières, biens de consommation, biens d'équipement, pétrole

Principales exportations au Canada
163,1 millions $ (1995), en bananes et autres fruits, café, or, vêtements

Principales importations du Canada
44,7 millions $ (1995), en blé et farine, engrais, matières plastiques, traverses de chemin de fer et produits de papier

Aide canadienne au développement outre-mer
4,78 millions $ (1994-1995)

Mai 1996

RÉPUBLIQUE D'EL SALVADOR

Capitale : San Salvador

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

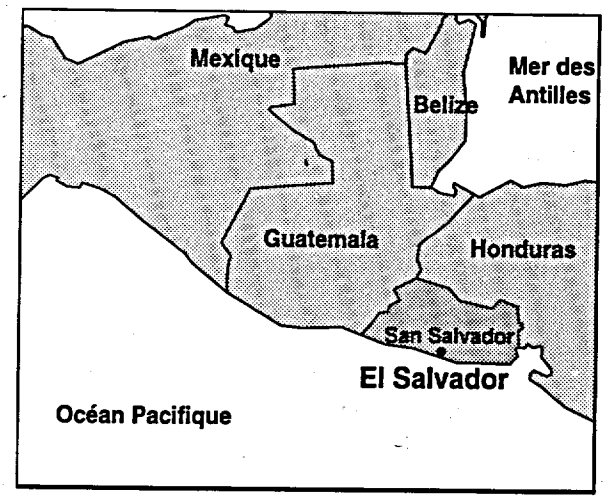
Superficie
21 893 km²

Population
5,4 millions (1994)

Taux de croissance de la population
2,2 % (1994)

Principales langues
Espagnol (officiel), nahua

Principal groupe religieux
Catholiques romains (75 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Chef de l'État et du gouvernement
Le Président Armando Calderón Sol

Ministre des Affaires étrangères
M. Ramón Gonzalez Giner

Institutions démocratiques
Système monocaméral, assemblée législative

Indice du développement humain de l'ONU
El Salvador se classe 115e sur 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Douglas Fraser, Premier secrétaire
Ambassade du Canada
111 Avenida Las Palmas, Colonia San Benito
Apartado Postal 3078, Centro de Gobierno
San Salvador
République d'El Salvador

Téléphone : (011-503) 279-4655
Télécopieur : (011-503) 279-6940

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
8,1 milliards $ US (1994)

Taux de croissance du PIB
6 % (1994)

PIB par habitant
1 390 $ US (1994)

Taux d'inflation
10 % (est. 1994)

Taux de chômage
14 %

Principales exportations
Café, sucre de canne, crevettes

Principales importations
Matières premières, biens de consommation, biens d'équipement

Principales exportations au Canada
43,6 millions $ (1995), en café, vêtements, fruits et légumes

Principales importations du Canada
22,6 millions $ (1995), en papier journal et pâte de bois, blé, aluminium, automobiles, produits de plastique et résines

Aide canadienne au développement outre-mer
6,69 millions $ (1994-1995)

Mai 1996

RÉPUBLIQUE DU GUATEMALA

Capitale : Guatemala

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

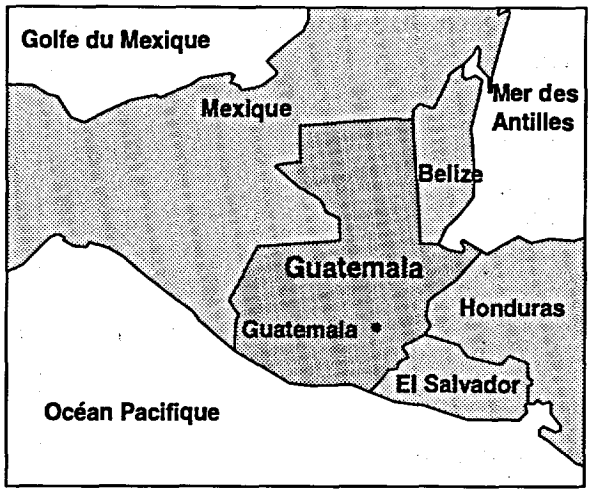
Superficie
108 900 km²

Population
10,32 millions (1994)

Taux de croissance de la population
2,9 % (1994)

Principales langues
Espagnol, dialectes indiens

Principaux groupes religieux
Catholiques romains, protestants



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Chef de l'État et du gouvernement
Le Président Alvaro Arzú Irigoyen

Ministre des Relations étrangères
M. Eduardo Stein Barillas

Institutions démocratiques
Système monocaméral, assemblée législative

Indice du développement humain de l'ONU
Le Guatemala se classe 112e sur 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. James A. Fox, Ambassadeur
Ambassade du Canada
13 calle 8-44, Zone 10
Edyma Plaza, 8 Nivel
Guatemala
Guatemala

Téléphone : (011-502-2) 33 61 02
Télécopieur : (011-502-2) 33 61 48

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
12,6 milliards $ US (1995)

Taux de croissance du PIB
4,5 % (1995)

PIB par habitant
1 218 $ US (1994)

Taux d'inflation
8 % (1995)

Taux de chômage
11 % (est. 1993)

Principales exportations
Café, sucre, bananes, cardamome, boeuf

Principales importations
Combustible et produits pétroliers, machinerie, grains, engrais, véhicules automobiles

Principales exportations au Canada
93,4 millions $ (1995), en café, fruits et légumes (surtout bananes et pois), vêtements, graines de sésame, savon de toilette

Principales importations du Canada
41,4 millions $ (1995), en blé tendre et blé dur, papier journal et autres produits de papier, chlorure de potassium, polyéthylène, appareils et matériel téléphoniques

Aide canadienne au développement outre-mer
6,86 millions $ (1994-1995)

Mai 1996

RÉPUBLIQUE DU HONDURAS

Capitale : Tegucigalpa

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

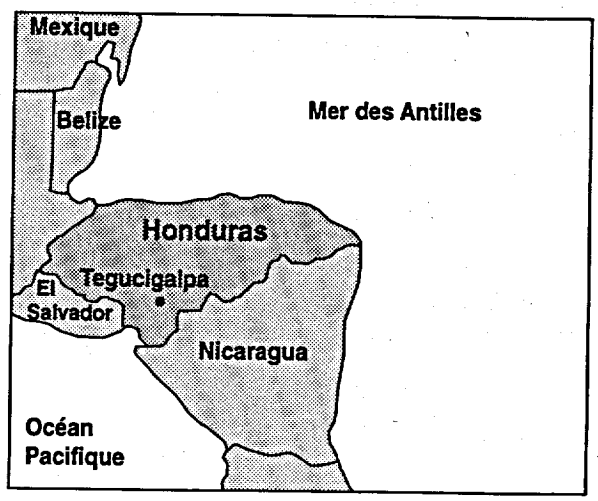
Superficie
112 087 km²

Population
5,84 millions (1994)

Taux de croissance de la population
2,8 % (1994)

Principales langues
Espagnol, dialectes indiens

Principal groupe religieux
Catholiques romains (97 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Chef de l'État et du gouvernement
Le Président Carlos Roberto Reina

Ministre des Affaires étrangères
M. Delmer Urbizo Panting

Institutions démocratiques
Congrès national monocaméral

Indice du développement humain de l'ONU
Le Honduras se classe 116e sur 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Dan Goodleaf
Ambassadeur du Canada auprès du Honduras
a/s Ambassade du Canada
Oficentro Ejecutivo La Sabana, Edificio 5, Piso 3
Apartado Postal 351-1007, Centro Colón
San José
Costa Rica

Téléphone : (011-506) 296-4149
Télécopieur : (011-506) 296-4280

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
2,7 milliards $ US (1994)

Taux de croissance du PIB
-1,9 % (1994)

PIB par habitant
470 $ US (1994)

Taux d'inflation
19,6 % (1994)

Taux de chômage
35 % (est.1994)

Principales exportations
Bananes, café, crevettes, homard, minéraux, viande, bois

Principales importations
Machinerie et matériel de transport, produits chimiques, biens manufacturés, huile et combustible, denrées alimentaires

Principales exportations au Canada
49,8 millions $ (1995), en bois d'oeuvre, bananes, melons, légumes, café

Principales importations du Canada
19,7 millions $ (1995), en urée, styrolène, polypropylène, papier journal et pâte de bois mi-chimique

Aide canadienne au développement outre-mer
20,41 millions $ (1994-1995)

Mai 1996

RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA

Capitale : Managua

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

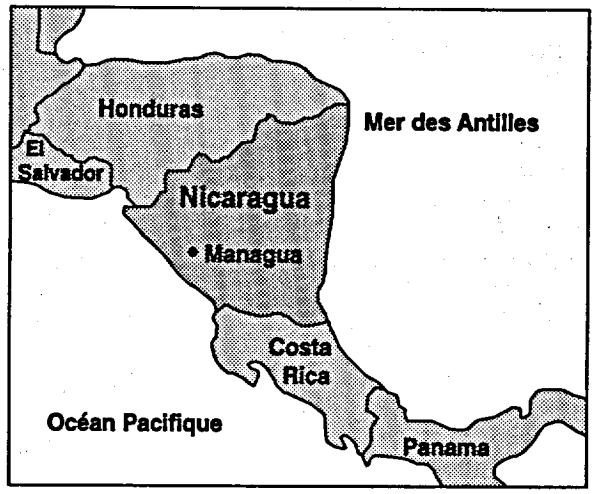
Superficie
148 000 km²

Population
4,27 millions (1994)

Taux de croissance de la population
2,8 % (1994)

Principale langue
Espagnol (officiel)

Principaux groupes religieux
Catholiques romains (95 %), protestants (5 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Chef de l'État et du gouvernement
La Présidente Violeta Barrios Torres de Chamorro

Ministre des Affaires étrangères
M. Ernesto Leal Sánchez

Institutions démocratiques
Système monocaméral, assemblée nationale

Indice du développement humain de l'ONU
Le Nicaragua se classe 109e sur 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Dan Goodleaf
Ambassadeur du Canada auprès du Nicaragua
a/s Ambassade du Canada
Oficentro Ejecutivo La Sabana, Edificio 5, Piso 3
Apartado Postal 351-1007, Centro Colón
San José
Costa Rica

Téléphone : (011-506) 296-4149
Télécopieur : (011-506) 296-4280

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
1,81 milliard $ US (1994)

Taux de croissance du PIB
2,5 % (1994)

PIB par habitant
424 $ US (1994)

Taux d'inflation
8 % (1994)

Taux de chômage
35 % (1994)

Principales exportations
Or, coton, viande, café, sucre, fruits de mer, bananes

Principales importations
Biens de consommation, machinerie et équipement, produits pétroliers

Principales exportations au Canada
10,5 millions $ (1995), en or et café

Principales importations du Canada
8 millions $ (1995), en matières plastiques et machinerie

Aide canadienne au développement outre-mer
15,51 millions $ (1994-1995)

Mai 1996

CANADA

Capitale : Ottawa

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

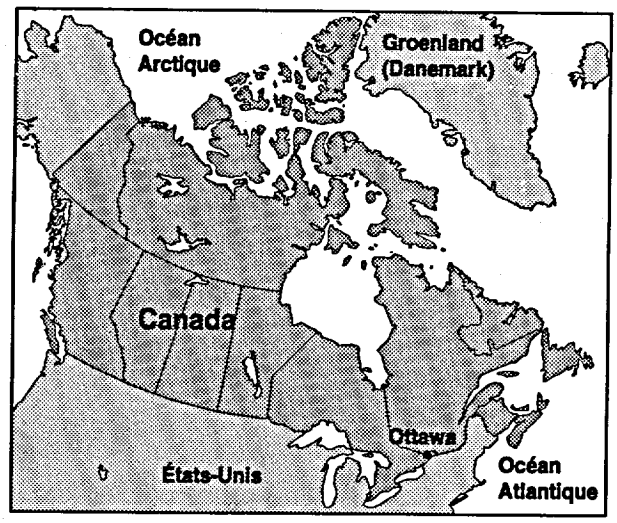
Superficie
9 970 000 km²

Population
30 millions

Taux de croissance de la population
1,2 % (1994)

Langues officielles
Français et anglais

Principaux groupes religieux
Catholiques romains (46 %), Église unie (16 %) anglicans (10 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système de gouvernement
Monarchie constitutionnelle

Chef du gouvernement
Le premier ministre Jean Chrétien

Ministre des Affaires étrangères
M. Lloyd Axworthy

Ministre du Commerce international
M. Arthur Eggleton

Institutions démocratiques
État fédéral, parlement bicaméral

Indice du développement humain de l'ONU
Le Canada se classe 1er sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
780,02 milliards $ (1995)

Taux de croissance du PIB
2,2 % (1995)

PIB par habitant
29 606 $ (1995)

Taux d'inflation
1,3 % (février 1996)

Taux de chômage
9,6 % (février 1996)

Principales exportations
263,69 milliards $ (1995), en bois, papier, aluminium, matériel de transport, minéraux, combustibles, biens d'équipement

Principales importations
225,49 milliards $ (1995), en matériel de transport, biens d'équipement, électronique, matières plastiques

Mai 1996

Notes

doc
CA1
EA
96V38
EXF

.62957814(E)
.62957857 (F)

Visit to Canada by Central American Leaders

May 15–17, 1996

Background Information

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

NOV 12 1996

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER À LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

Printed on recycled paper

Imprimé sur du papier recyclé

Foreign Affairs and International Trade Canada

Affaires étrangères et Commerce extérieur Canada

Printed in Canada
Imprimé au Canada

Contents

Biographies

Jean Chrétien, Prime Minister of Canada 7

Lloyd Axworthy, Minister of Foreign Affairs 8

Arthur Eggleton, Minister for International Trade 9

Christine Stewart, Secretary of State for Latin America and Africa 10

Manuel Esquivel, Prime Minister of Belize 11

José María Figueres Olsen, President of the Republic of Costa Rica 12

Armando Calderón Sol, President of the Republic of El Salvador 13

Alvaro Arzú Irigoyen, President of the Republic of Guatemala 14

Carlos Roberto Reina, President of the Republic of Honduras 15

Violeta Barrios Torres de Chamorro, President of the Republic of Nicaragua 16

General Information

Canada–Central America: Stengthening the Relationship 19

Canada–Belize Relations 21

Canada–Republic of Costa Rica Relations 23

Canada–Republic of El Salvador Relations 25

Canada–Republic of Guatemala Relations 27

Canada–Republic of Honduras Relations 29

Canada–Republic of Nicaragua Relations 32

Canadian Development Assistance: Regional Programs 35

43-277-776(e)
43-277-777(f) b2957851

Fact Sheets

Belize (fact sheet) 39

Republic of Costa Rica (fact sheet) 40

Republic of El Salvador (fact sheet) 41

Republic of Guatemala (fact sheet) 42

Republic of Honduras (fact sheet) 43

Republic of Nicaragua (fact sheet) 44

Canada (fact sheet) 45

Biographies

Jean Chrétien
Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University and was called to the bar in 1958. He joined a Shawinigan law firm, and was director of the Bar of Trois-Rivières in 1962–63.

Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the Minister of Finance. In 1967 he became Minister of State attached to the Minister of Finance, and in 1968 he was appointed Minister of National Revenue.

Re-elected five times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios during that period, among them Indian Affairs and Northern Development; Industry, Trade and Commerce; Finance; Justice; and Energy, Mines and Resources. He was President of the Treasury Board from 1974 until 1976; and he was appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in June 1984.

Following the election of September 1984, the Liberals formed the official Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986 he left politics and, from 1986 to 1990, he was a counsel with the law firm of Lang Michener Lawrence and Shaw. He was also a senior advisor with Gordon Capital Corporation.

Four years later, Mr. Chrétien returned to politics. On June 23, 1990, he was elected Leader of the Liberal Party of Canada. He was elected to the House of Commons in a byelection and sworn in as Leader of the Opposition in December 1990.

Mr. Chrétien was re-elected to the House of Commons for the riding of Saint-Maurice on Oct. 25, 1993, when his party won a majority of seats in the House. He became the 20th Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993.

Mr. Chrétien married Aline Chaîné of Shawinigan in 1957. They have three children.

Lloyd Axworthy
Minister of Foreign Affairs

Lloyd Axworthy was born on Dec. 21, 1939, in Saskatchewan. He graduated from United College (now the University of Winnipeg) and from Princeton University, receiving a Ph.D. in 1972.

During the 1960s and '70s, he was a professor of political science at the University of Winnipeg and also served as director of the university's Institute of Urban Studies.

In June 1973, he was elected as Liberal member of the Manitoba legislative assembly, representing the Fort Rouge constituency, and was re-elected in October 1977.

First elected to Parliament in May 1979, Mr. Axworthy was re-elected in 1980 to the riding of Winnipeg-Fort Garry. Between 1980 and 1984, he served as Minister of Employment and Immigration, Minister Responsible for the Status of Women and Minister of Transport.

Between 1984 and 1992, he held a variety of positions including: critic for regional and industrial expansion and the Canadian Wheat Board, deputy critic for external affairs, critic for trade, and chairman of both the Liberal Trade Task Force and the Liberal Caucus Economic Policy Committee.

Mr. Axworthy was appointed Minister of Foreign Affairs on Jan. 25, 1996. He previously served in cabinet as Minister of Human Resources Development and Minister of Western Economic Diversification. During this time he was also a member of the Social Development Policy and Economic Development Policy cabinet committees, and he remains a member of the latter body.

Mr. Axworthy is married to Denise Ommaney. They have three children.

Arthur Eggleton
Minister for International Trade

Arthur Eggleton was born in Toronto, Ontario, on Sept. 29, 1943. After working as an accountant, he was elected to Toronto city council in 1969, serving on this body and on the Metropolitan Toronto council for 22 years.

From 1980 to 1991, he was mayor of Toronto — the longest-serving mayor in the city's history. Between 1973 and 1980, he served as city budget chief, the member of council responsible for financial matters. In 1992, Mr. Eggleton received Toronto's highest honour, the Civic Award of Merit.

In addition, he has served on the Metropolitan Toronto police commission, the board of the Canadian National Exhibition, and numerous committees and task forces dealing with community issues.

Mr. Eggleton established the City of Toronto international office to advance city-to-city relationships, particularly economic and cultural links. This office was the first of its kind at the municipal level in Canada. Between 1989 and 1991, he served as chairman of the committee responsible for international programs for the Federation of Canadian Municipalities.

On Jan. 25, 1996, Mr. Eggleton was appointed Minister for International Trade by Prime Minister Jean Chrétien. Before the appointment, Mr. Eggleton had served in cabinet as President of the Treasury Board and Minister responsible for Infrastructure. He was first elected to the Parliament of Canada on Oct. 25, 1993, as the member for York Centre in the City of North York (Metropolitan Toronto).

Mr. Eggleton has one daughter.

Christine Stewart
Secretary of State for Latin America and Africa

Christine Stewart (née Leishman) was born in Hamilton, Ontario, on Jan. 1, 1941. She received a bachelor of science degree in nursing from the University of Toronto in 1963.

Mrs. Stewart has worked for the Cobourg District General Hospital and the Victorian Order of Nurses.

During 1971 and 1972, Mrs. Stewart lived in Honduras where she did development work. She was executive director of the Horizons of Friendship Centre, a non-sectarian charity supporting development programs in Central America.

Between 1982 and 1987, Mrs. Stewart served as a member and as chair of the Reconstruction and Rehabilitation Committee for the Canadian Council for International Co-operation. She was a member of the African Emergency Aid Project Selection Committee and was a delegate to the United Nations Special Session on the Crisis in Africa and to the International Forum on the Year of Shelter for the Homeless.

Mrs. Stewart was first elected to the House of Commons in 1988, representing the Ontario riding of Northumberland. She has served on the House of Commons Standing Committee on External Affairs and International Trade and on Commons sub-committees on Development and Human Rights and on Arms Exports. From 1988 to 1990, she was a member of the Commons Standing Committee on Human Rights and the Status of the Disabled.

Mrs. Stewart was re-elected in 1993 and appointed Secretary of State for Latin America and Africa in November of that year.

She married David Ian Stewart in 1963. They have three children.

Manuel Esquivel
Prime Minister of Belize

Born in Belize City on May 2, 1940, Manuel Esquivel received a bachelor of science degree from Loyola University in New Orleans, followed by postgraduate studies at the University of Bristol in England. He taught at St. John's Junior College in Belize City until 1984.

In 1973, Mr. Esquivel founded the United Democratic Party, serving as its chairman from 1976 to 1982. He has also served as a councillor on the Belize City Council and as a member of the Senate.

Mr. Esquivel was Prime Minister from 1984 to 1989. He has also held a number of cabinet portfolios, including finance, defence and economic development. From 1989 to 1993, he was Leader of the Opposition.

Mr. Esquivel began his second term as Prime Minister of Belize in 1993. He serves concurrently as Minister of Finance and Defence.

Mr. Esquivel married Kathleen Levy in 1971. They have three children.

José María Figueres Olsen
President of the Republic of Costa Rica

José María Figueres was born on Dec. 24, 1954, in Costa Rica. He earned an engineering degree from the U.S. Military Academy in West Point and a master's degree in public administration from the Kennedy School of Law and Government at Harvard University.

Mr. Figueres began a career in the public service in 1987 as vice-president of the Costa Rican Railway Institute. In 1988, he became Minister of Foreign Trade, then Minister of Agriculture.

A member of the Partido de Liberación Nacional, Mr. Figueres was elected President in February 1994.

Mr. Figueres is married to Josette Altman Borbon. They have two children.

Armando Calderón Sol
President of the Republic of El Salvador

Born in San Salvador on June 24, 1948, Armando Calderón earned a doctorate in jurisprudence and social sciences from the University of El Salvador in 1977. Mr. Calderón was one of the founding members of the Alianza Republicana Nacionalista party. He was elected to Congress in 1985.

Mr. Calderón was elected mayor of San Salvador, the capital of El Salvador, for two consecutive terms, in 1988 and 1991. He was elected President of the Republic of El Salvador in April 1994.

Mr. Calderón is married to Elizabeth Aquirra. They have three sons.

Alvaro Arzú Irigoyen
President of the Republic of Guatemala

Alvaro Arzú Irigoyen was born in Guatemala City on March 14, 1946. He completed his studies in law at the University of Rafael Landivar in Guatemala City in 1972.

Mr. Arzú began his career in the public service as director of the Guatemalan Institute of Tourism from 1978 to 1981. In 1982, he won the mayoral election in Guatemala City, but was unable to take office because of a military coup. He later did serve as mayor of Guatemala City from 1986 to 1990. Mr. Arzú also served as Foreign Minister in 1991.

A co-founder of the National Advancement Party (PAN), Mr. Arzú was elected President in January 1996 after two rounds of elections.

Mr. Arzú married Patricia Escobar in 1983. They have seven children.

Carlos Roberto Reina
President of the Republic of Honduras

Born on March 13, 1926, in Comayaguela, Carlos Roberto Reina was educated at the National Autonomous University of Honduras, and earned a doctorate in international law at the University of Paris (Sorbonne).

Dr. Reina has lectured in law and served as a judge. He was a diplomat for more than 30 years.

Dr. Reina was Vice-President of the Latin American Parliament during 1971–73, and the Honduran delegate at the Central American Congress in 1971.

In 1980, he was appointed to the International Court of Justice. He subsequently lectured in the faculty of law at the National Autonomous University of Honduras and has been a regular lecturer at foreign universities.

On Jan. 27, 1994, Dr. Reina began a four-year term as President of Honduras.

Dr. Reina is married to Bessie Watson. They have three children.

Violeta Barrios Torres de Chamorro
President of the Republic of Nicaragua

Born in Rivas, Nicaragua, on Oct. 18, 1929, Violeta Chamorro was educated in the United States. Her husband, Pedro Joaquin Chamorro, an influential opposition leader, was assassinated in 1978. The event catalyzed opposition to, and made him a martyr of, the popular revolution which overthrew the dictatorship of General Anastasio Somoza in 1979.

A member of the first Sandinista government in 1979, Violeta Chamorro resigned after nine months in office. She then published the family newspaper, La Prensa. In February 1990, she won the presidency in national elections as the leader of the National Opposition Union (UNO) against the incumbent, President Daniel Ortega.

Violeta Chamorro has four children.

General Information

Canada–Central America: Stengthening the Relationship

Canada has enjoyed good relations with the countries of Central America and has worked to deepen this relationship over the last quarter-century. During this period, diplomatic relations, trade, immigration and travel have all increased significantly. In addition, Canada has become a full, active member of the Organization of American States. Its closest Latin American neighbours, the countries of Central America, are of great importance to Canada as it expands its role in the hemisphere.

Prime Minister Jean Chrétien's trip to Latin America in January 1995 marked the beginning of a new stage in the development of more extensive relations with the region. While meeting with the Central American leaders in San José, Costa Rica, Prime Minister Chrétien invited them to visit Canada. As a result, six of the seven leaders will visit Ottawa and Toronto on May 15–17, 1996.

The six leaders are: the Prime Minister of Belize, Manuel Esquivel; the President of Costa Rica, José María Figueres Olsen; the President of El Salvador, Armando Calderón Sol; the President of Guatemala, Alvaro Arzú Irigoyen; the President of Honduras, Carlos Roberto Reina, and the President of Nicaragua, Violeta Barrios Torres de Chamorro.

Significant changes have taken place in Central America with the end of most internal conflicts. Progress has been made in the implementation of peace accords and in human rights, demilitarization and economic reform. The Canadian government is now able to work more directly with the Central American governments and to develop relations focused on strengthening democracy by reforming democratic institutions, building a regional trade regime and addressing the structural sources of poverty.

Canada seeks to expand commercial relations with the region and to support the Central American countries in their efforts to reform and modernize their economies. In addition, Canada is assisting Central American efforts to achieve economic integration in preparation for the Free Trade Area of the Americas and possible links with NAFTA.

Canada remains committed to support for sustainable development in the region, equitable economic growth, respect for human rights and the development of a vibrant and active civil society. This commitment is reflected in the many significant projects being implemented in conjunction with the Canadian International Development Agency.

Another of Canada's priorities is more regular political consultation with the Central American countries. The aim is to obtain their co-operation on security issues such as demilitarization and combatting drug trafficking and money laundering and to understand their perspective on peacekeeping and peace building.

Both Foreign Minister Lloyd Axworthy and Secretary of State Christine Stewart have long-standing interest in Latin America predating their current positions with the government. Mrs. Stewart most recently visited El Salvador and Guatemala in March 1996.

Canada–Belize Relations

Bilateral Relations

- Canada established diplomatic relations with Belize, formerly British Honduras, in November 1972. Diplomatic recognition of an independent Belize was conferred in September 1981. Relations between the two countries have been reinforced by Belize's strong identification with and active participation in the Commonwealth and the Caribbean Community, as well as its ongoing involvement in Central American issues.

- Recent high-level meetings involving Belize include the Canada–Caribbean Community joint trade and economic meeting, which took place in Georgetown, Guyana, in October 1995, the Commonwealth Heads of Government Meeting in Auckland, New Zealand, on Nov. 9, 1995, and the Prime Minister's meetings with the CARICOM leaders in Grenada in March 1996.

Trade and Investment

- Belize benefits from the CARIBCAN initiative, a one-way preferential trade agreement between Canada and the Commonwealth Caribbean, introduced in 1986.

- In 1995, two-way trade between Canada and Belize stood at $15.9 million (a drop of $6.9 million). Canadian exports to Belize, totalling $4.2 million, consisted of petroleum and bituminous oils, malt, telephone equipment and lard. Major Canadian imports from Belize, totalling $11.7 million, were raw cane sugar, cane molasses, lobster and other sea crustaceans and orange juice.

- There are opportunities for Canadian export business in telecommunications and agri-food products.

Development Assistance Co-operation

- Belize benefits from Caribbean-wide projects of the Canadian International Development Agency (CIDA). For example, the CARICOM Regional Fisheries Resources Assessment and Management Project, which benefits 12 participating members of the Caribbean Community, is headquartered in Belize City. The program's budget includes $15.7 million from CIDA.

- The Canada-CARICOM Community Scholarship Program enables management-level participants from Belize to study at Canadian institutions. The program supports human resource development in key economic sectors such as public administration, tourism, agriculture and industry.

- Belize will also benefit from three new regional projects that will be put in place in the fall of 1996:

  i) the Women in Development/Gender Equity Project;

  ii) the HIV/AIDS prevention project to be implemented by the Caribbean Epidemiology Centre; and

  iii) the $1.5 million Alliance for Sustainable Development project.

- Canada Fund disbursements in Belize amounted to $300,000 in 1994-95. The fund supported 13 small-scale projects providing economic, technical and social development assistance to micro-enterprises, communities and development organizations.

- Total Canadian overseas development aid disbursements for 1994-95 through all channels, including multilateral agencies and international financial institutions, are estimated at $1.07 million.

Canada–Republic of Costa Rica Relations

Bilateral Relations

- Canada established diplomatic relations with Costa Rica in March 1961. The two countries share similar values on human rights, the environment and the peaceful settlement of disputes. They co-operate closely in both bilateral and multilateral organizations.

- In June 1995, Canada forgave $11.3 million of aid-related debt in exchange for Costa Rica's agreement to spend that amount on environmental projects.

- Costa Rica's President visited Ottawa in April 1994 and met with Canada's Prime Minister and its Foreign Affairs Minister. In January 1995, Prime Minister Jean Chrétien and Christine Stewart, Secretary of State for Latin America and Africa, visited Costa Rica as part of a visit to Latin America and the Caribbean.

Trade and Investment

- In 1995, two-way trade between Canada and Costa Rica stood at $207.8 million. Major Canadian exports to Costa Rica, totalling $44.7 million, consisted of wheat and flour, fertilizers, plastics, railway ties and paper products. Major Canadian imports from Costa Rica, totalling $163.1 million, were bananas and other fresh fruit, coffee, gold and clothing.

- Over the past three years, two-way trade grew by 28 per cent in value and quantity, largely due to an increase in Canadian imports, mainly of coffee, but also of fruit, nuts and textiles.

- Export opportunities for Canadian firms lie in the following sectors: telecommunications, energy, transportation, mining, tourism, services and infrastructure projects.

Development Assistance Co-operation

- Canada's development assistance in Costa Rica began in the mid-1970s and supports economic modernization and environmental sustainability. Bilateral assistance has focused on low-cost housing, protection of the environment and social development.

- World Wildlife Fund Canada, in collaboration with Costa Rica's Ministry of Environment and Energy, is undertaking the second phase of a bilateral project to promote environmental conservation and sustainable socio-economic development in the Arenal Conservation Area. The Canadian International Development Agency (CIDA) will

contribute $1.7 million to the final, three-year phase. The Costa Rican government will contribute $2.7 million through the Official Development Assistance Debt Conversion Initiative.

- A $5 million telecommunications project (ICE Telecom II), is expanding and modernizing telecommunications services in rural communities, generating funding for social programming and promoting stronger commercial links with Canadian firms.

- In 1995–96, the Canada Fund extended support to 12 small projects targeting marginalized communities.

- Planned bilateral programming includes the new $15 million Costa Rica Productive Sector Modernization Program to provide Costa Rica with Canadian environmentally sound technologies and related skills.

- Partnership programs receiving CIDA support include projects, some of which are multi-country, undertaken by various non-governmental agencies, including the Presbyterian Church in Canada, Codevelopment Canada, Horizons of Friendship, World Wildlife Fund Canada and Fallsbrook Centre.

- Non-governmental institutions (NGIs) are also active in Costa Rica and receive CIDA support for projects providing advice on the enforcement of environmental law, for various education-related projects including the development of a co-operative master's program, and for short-term technical assistance provided by Canadian Executive Services Organization. An additional seven NGI multi-country projects supported by CIDA are active in Costa Rica.

- The Industrial Co-operation program promotes business linkages and technology transfer. It currently supports projects in a broad range of sectors including mining, agriculture, energy, industry, forestry and transportation. In 1995–96, funding for these seven projects totalled about $1 million.

- The International Development Research Centre is involved in 13 projects in Costa Rica, with funding of $2.5 million. Projects focus on areas of biodiversity, information systems and environmental management, improvement of water and agricultural systems, agroforestry, health services, and women in development.

- Total Canadian overseas development aid disbursements for 1994–95 through all channels, including multilateral agencies and international financial institutions, are estimated at $4.78 million.

Canada–Republic of El Salvador Relations

Bilateral Relations

- Canada established diplomatic relations with El Salvador in 1961.
- On September 14, 1995, Canada opened an embassy office in San Salvador.
- During the civil war period from 1980 to 1991, Canada supported regional and multilateral efforts to end the hostilities. In 1992, Canada dispatched a contingent of military peacekeepers to serve with the United Nations Observer Mission in El Salvador.
- The Secretary of State for Latin America and Africa, Christine Stewart, visited El Salvador in April 1994 and again in March 1996.

Trade Relations

- Trade between Canada and El Salvador is growing. In 1995, total two-way trade was $66.2 million, with Canada's exports totalling $22.6 million (newsprint and wood pulp, wheat, aluminum, automobiles, plastic products and resins) and Canada's imports totalling nearly $43.6 million (coffee, clothing, fruits and vegetables).
- The structure of bilateral trade is gradually diversifying as El Salvador's industrial and service sectors develop.
- The main opportunities for Canadian exports are in the following sectors: energy and energy-transmission equipment, construction material, telecommunication equipment, consumer products, transport, railways, ports, agriculture, cattle and breeding stock.

Development Assistance Co-operation

- Bilateral aid to El Salvador focuses on democratic development, human rights, poverty reduction, environment protection and sustainable development.
- The Canadian Social Reconstruction Program, with a budget of $19 million over five years starting in 1995, supports the sustainable social reconstruction of El Salvador by promoting democratic development and human rights and by contributing to production-oriented poverty alleviation. The program finances projects submitted by Salvadorean and Canadian organizations in the areas of policy reform and institutional development and also supports local initiatives.

- Payments to the $8.1 million Canadian Fund for the Environment started in July 1993 and will continue until 1996. The local currency fund is available to Canadian and local non-governmental organizations and other groups that undertake projects promoting the wise management of natural resources, environmental protection and sustainable development.

- In 1994–95, the Canada Fund for the Environment supported 20 local initiatives in agriculture, potable water systems and the environment.

- Future bilateral programming will continue to focus on social reconstruction over the period 1995–2000.

- The Canadian International Development Agency (CIDA) is currently supporting 13 initiatives in partnership with non-governmental organizations including Plenty Canada; Salvaide Humanitarian Aid, Ontario; Centre canadien d'étude et de coopération internationale; Canadian Hunger Foundation; and Oxfam Canada. Other initiatives are multi-country projects with activities in El Salvador.

- Non-governmental institution programming in El Salvador has grown considerably during the past few years. CIDA is currently supporting several projects on such themes as the environment and functional literacy by Canadian institutions including: Société de coopération pour le développement international; the Sierra Club of Western Canada; and the Coalition of Provincial Organizations for the Handicapped. Three other multi-country projects with activities in El Salvador also receive CIDA support.

- Four Industrial Cooperation Program projects are currently under way, in the agricultural, fisheries, transportation, housing, industrial, waste management, and institutional sectors, representing contributions of approximately $600,000.

- For 1994–95, total Canadian overseas development aid disbursements through all channels, including multilateral agencies and international financial institutions, are estimated at $6.69 million.

Canada–Republic of Guatemala Relations

Bilateral Relations

- Canada and Guatemala established diplomatic relations in 1961. In 1991, Canada's mission in Guatemala was upgraded to full embassy status with a resident ambassador.

- Canada has frequently expressed its concern about human rights in Guatemala and has made available substantial support for democratic development in this country.

- The Secretary of State for Latin America and Africa, Christine Stewart, visited Guatemala in April 1994 and March 1996.

- Canada supports the United Nations-moderated peace negotiations and the UN Human Rights Verification Mission in Guatemala.

- Canada is an active member of an international support group monitoring the return of Guatemalan refugees.

Trade and Investment

- In 1995, two-way trade between Canada and Guatemala stood at $134.8 million. Major Canadian exports to Guatemala, totalling $41.4 million, consisted of newsprint and other paper products, wheat and durum wheat, potassium chloride and polyethylene, and telephone apparatus and equipment. Major Canadian imports from Guatemala, totalling $93.4 million, were coffee, fresh fruit and vegetables (particularly bananas and peas), clothing, sesame seeds and soap.

- Guatemala offers excellent opportunities for Canadian business. The best trade prospects for Canadian exporters are agricultural and industrial machinery, food-processing items, electronics, telecommunications, consulting services, energy generation, hospital and medical equipment, and paper products.

Development Assistance Co-operation

- Canada's bilateral development assistance to Guatemala focuses on human rights, democratization and poverty alleviation.

- The Support for Local Development Project is helping to improve community infrastructure, production cooperatives, training, and the participation of women, and is supporting the re-integration of refugees and displaced populations. This $10.5 million project is delivered by the Société de coopération pour le développement international.

- A three-year $5 million addition to Canada's original $1.5 million Democratic Development Fund was announced in 1995. The fund supports Guatemalan and Canadian partnership in implementing democratic development and human rights initiatives.

- Canada is supporting the work of the United Nations mission in Guatemala by providing the services of two civilian police officers to monitor compliance with the human rights sub-accord, one of the elements of the peace process in Guatemala. This one-year project, which will cost $311,000, is executed by the Canadian Executive Service Organization.

- The Canada Fund promotes small-scale projects that reach disadvantaged groups. Current projects support electoral participation, street children and control of dengue, an infectious disease.

- Canadian non-governmental organizations (NGOs) are very active in Guatemala. The Comité solidarité de Trois-Riviéres and the Salvation Army are providing support to initiatives in the health eduction sector. Plenty Canada and the United Steelworkers Humanity Fund are active in community development, and Développement et paix has a project on the rights of children. The Canadian International Development Agency provides support to these and other Canadian NGOs with activities in Guatemala, including Save the Children Canada, Christian Reformed World Relief Committee of Canada and Pueblito Canada Incorporated. Project Accompaniment has assisted in the safe return of Guatemalan refugees to Guatemala.

- Canadian non-governmental institutions currently offering institutional support to projects in Guatemala include the Société de coopération pour le développement international which supports the co-operative movement, and MacDonald College of McGill University which is involved in health and nutrition.

- The Canadian private sector has a growing interest in Guatemala. The Industrial Cooperation Program is contributing to nine projects and considering a number of further proposals.

- The International Development Research Centre supports two research projects in Guatemala, with a total grant of $680,000, related to industrial and livestock technologies.

- Total Canadian overseas development aid for 1994-95 through all channels, including multilateral agencies and international financial institutions, is estimated at $6.86 million.

Canada–Republic of Honduras Relations

Bilateral Relations

- Canada established diplomatic relations with Honduras in June 1961.
- The Secretary of State for Latin America and Africa, Christine Stewart, visited Honduras in October 1994.
- Canada has encouraged President Carlos Roberto Reina to pursue his attempts to improve the human rights situation in his country.
- Canada welcomes Honduras' commitment to economic liberalization and Central American integration.

Trade Relations

- In 1995, two-way trade between Canada and Honduras stood at $69.5 million. Major Canadian exports to Honduras (totalling $19.7 million) include: urea, styrene, polypropylene, newsprint and semi-chemical wood pulp. Major Canadian imports from Honduras (totalling $49.8 million) were lumber, bananas, melons, fresh vegetables and coffee.
- In addition to the current Canadian exports to Honduras, possibilities exist for the supply of agricultural inputs, including agrochemicals, fertilizers and breeding stock. Prospects also exist for the supply of auto parts.

Development Assistance Co-operation

- Canada's bilateral development assistance program in Honduras focuses on natural resources management in the fields of agriculture, water and forestry.
- The Hardwood Forest Development Project promotes employment generation for local communities and the sustainable management and protection of the hardwood forest. An initial $11.5 million phase of this project was completed in 1995. A second, five-year $5.8 million phase began in November 1995. It will implement improved forest protection, management, harvesting, and marketing activities that directly benefit the local population.

- A $9 million second phase to the Integrated Natural Resources Project in the Guayape Valley will increase agricultural diversification and rural employment. Scheduled to be completed in 1996, it will benefit small agro-industry business development and improve credit services.

- A $5 million project is bringing potable water to 81 Honduran communities. It will provide basic health education, administration and upkeep of the systems and watershed production.

- Canada is substantially involved in the energy sector through the Power System Master Plan Project ($5 million) which is helping Honduras to promote efficiency and predictability, private-sector participation, and equity in electrical supplies.

- The new five-year $16.5 million Honduras–Canada Environment Management Fund (developed through the Debt Conversion initiative) aims to improve environmental and natural resources management by supporting small-scale sustainable development initiatives.

- A $15 million Development Line of Credit has been used to support more than 20 projects in the fields of education, water systems, housing, women, the environment and small business. This project will end in 1996.

- Through the Canada Fund, Canada also provides support for women's groups, the Human Rights Ombudsman and public housing.

- Planned bilateral programming includes a final $10.1 million phase for the Guayape Valley; a $4 million rural water project for the Atlantic coast region to complement the Hardwood Forests Development Project; and a $5 million Natural Resource Policy Advisory Project.

- The Canadian International Development Agency (CIDA) provides partnership program support to multi-country projects with activities in Honduras, including those of the Mennonite Central Committee and Horizons of Friendship.

- Non-governmental institutions are currently receiving CIDA support for projects that assist environmental organizations, animal production, and the Commissioner for Human Rights. CIDA is also providing support to multi-country projects with activities in Honduras dealing with education and support to the cooperatives movement.

- Since the late 1980s, CIDA has funded 10 Industrial Cooperation Program projects in the industrial, energy, fisheries and sanitation sectors, for approximately $1.5 million.

- Four research activities dealing with agriculture, community resource mapping, industrial processing and engineering are currently being supported by the International Development Research Centre, with a total grant of $790,000.

- Total Canadian overseas development aid for 1994–95 through all channels, including multilateral agencies and international financial institutions, is estimated at $20.41 million.

Canada–Republic of Nicaragua Relations

Bilateral Relations

- Canada established diplomatic relations with Nicaragua in June 1961. Political and economic relations were maintained during the period of the Sandinista government.

- In support of the 1989 peace settlement in Nicaragua, Canadian Armed Forces personnel served with the United Nations Observer Mission in Central American, and Canada provided financial and technical assistance for Nicaragua's 1990 national elections.

- Canada is a member of the Support Group of Friends of Nicaragua which helped mediate solutions to Nicaragua's constitutional difficulties in 1995.

- Nicaragua is a member of the United Nations and the Organization of American States. Since 1990, Nicaragua has sought closer political and economic ties with developed countries and the other Central American states.

Trade and Investment

- Nicaragua went through a 10-year period of rampant inflation which ended shortly after the election of the current government in 1990.

- Two-way trade between Canada and Nicaragua stood at $18.5 million in 1995. Canada's exports to Nicaragua totalled $8 million and included plastics and machinery. Canada's imports from Nicaragua totalled $10.5 million and included gold and coffee. Our exports decreased during the first six months of 1995 by 43 per cent.

- Nicaraguan reconstruction offers opportunities for Canadian exporters in industrial raw materials and equipment, construction materials, medical and hospital supplies, and transport, electrical, telecommunications and agricultural equipment. Internationally financed projects in the transport, water, sewage, environmental and educational sectors will continue to be of interest to Canadian companies.

Development Assistance Co-operation

- Canada provides Nicaragua with balance of payments support, combined with poverty reduction measures, through a $15 million Development Line of Credit. Through this mechanism, Nicaragua buys Canadian fertilizers, paper products and plastics with the proceeds from local sales deposited in a counterpart fund to finance poverty reduction projects.

- In 1995, the Canadian International Development Agency (CIDA) contributed an additional $1 million (for a total of $12.4 million) to an energy rehabilitation project promoting Canadian contributions of electrical equipment and materials, engineering and procurement services, management consulting services, and technical services.

- Half-a-million Nicaraguans will benefit from a $14.3 million project to rehabilitate and expand the potable water systems in six urban centres and improve the institutional capacity of the Nicaraguan national water utility agency. A $5 million potable water, latrine and health education initiative addressing rural communities is scheduled to be completed in 1996.

- The Association of Community Colleges of Canada, in collaboration with Nicaragua's National Institute of Technology, is implementing a $4.6 million human resources development program in the agricultural sector.

- The $3.6 million three year (1994–97) Nicaragua–Canada environment management fund is available to local and Canadian non-governmental organizations (NGOs) to support projects that promote sustainable management of natural resources, environmental protection and other sustainable development initiatives.

- The Canada Fund maintains an active portfolio of approximately 25 small-scale projects each year. These projects are directed at improving basic living conditions through projects in health, education and income generation.

- CIDA is currently supporting the activities of 12 NGOS, including the United Steelworkers Humanity Fund, Save the Children Canada, CUSO, Oxfam-Canada, Oxfam-Québec, and Inter-Pares.

- Projects by non-governmental institutions receiving CIDA support include a training program for health workers implemented by Université de Montréal and two multi-country projects focused on education.

- CIDA has supported 10 industrial co-operation projects in Nicaragua since the early 1980s. These projects are in the mining and metallurgy sectors and the water sanitation infrastructure sector. There is increased Canadian private-sector interest in Nicaragua, especially on the part of Canadian geomatics technology and application firms, environmental service companies, and housing construction firms.

- The International Development Research Centre is supporting three research activities in Nicaragua related to the management of natural resources and biodiversity, with a total grant of $340,000.

- Total Canadian overseas development aid for 1994–95 through all channels, including multilateral agencies and international financial institutions, is estimated at $15.51 million.

Canadian Development Assistance: Regional Programs

Current Bilateral Projects

- A $500,000 Gender Equity Policy Support fund supports, at national and regional levels, organizations working to address women's needs.

- The Regional Canada Fund supports several small initiatives which address multi-country or regional objectives contributing to the formation of new networks and alliances. In 1994–95, $248,000 was disbursed to projects in the areas of human rights, good governance and democratic development.

- In 1995, a $500,000 study of regional co-operation in electrical energy was undertaken by a team of Canadian and Latin American experts, under the auspices of the Economic Council for Latin America and the Caribbean, to provide recommendations for national and regional energy programming.

- A five-year, $14 million program in support of regional economic modernization began in the fall of 1995. Projects, proposed by Central American regional institutions in partnership with Canadian institutions, will emphasize human resources development, infrastructure improvements and policy harmonization.

Future Bilateral Programming

- A $25 million regional electrical energy project is scheduled to begin in late 1996.

- A $1.5 million Alliance for Sustainable Development project, focusing on the Alliance's environmental objectives, will assist development of the frameworks and regulations for environmental management through the promotion of public/private-sector co-operation.

- A project in support of gender equity initiatives is being planned for 1997–98.

- A project, scheduled for 1996–97, in support of the Inter-American Organization for Higher Education, aims at improving university administration.

Partnership Programs

- The Industrial Cooperation Program has three regional projects in the footwear manufacturing, computer systems and agricultural sectors.

- The International Development Research Centre is funding 14 regional projects in Central America, totalling $4.8 million, in the environmental, health science, technology, and agricultural sectors.

Fact Sheets

BELIZE

Capital: Belmopan

GEODATA

Area
22,963 km²

Population
206,000 (1994)

Population growth
2.42% (1995 est.)

Major languages
English (official), Spanish, Mayan, Garifuna (Carib)

Major religions
Roman Catholic (62%), Anglican (12%), Methodist (12%), Mennonite (4%)

POLITICAL DATA

Type of government
Representative democracy

Head of government
Prime Minister Manuel Esquivel

Minister of Foreign Affairs and Deputy Prime Minister
Dean Barrow

Democratic institutions
Bicameral legislature, multiparty system

UN Human Development Index
Belize ranks 29th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

High Commissioner Gavin Stewart
The Canadian High Commission to Belize
c/o The Canadian High Commission
P.O. Box 1500
Kingston 10, Jamaica

Tel.: (809) 926-1500
Fax: (809) 926-1702

ECONOMIC DATA

GDP
$552.3 million US (1994)

GDP growth rate
1.6% (1994)

GDP per capita
$2,681 US (1994 est.)

Main exports
Sugar, bananas, fish products, garments, citrus concentrate

Main imports
Machinery and transportation equipment, food, fuels, chemicals, manufactured goods

Main exports to Canada
$11.7 million (1995), including raw cane sugar, cane molasses, lobster and other sea crustaceans, orange juice

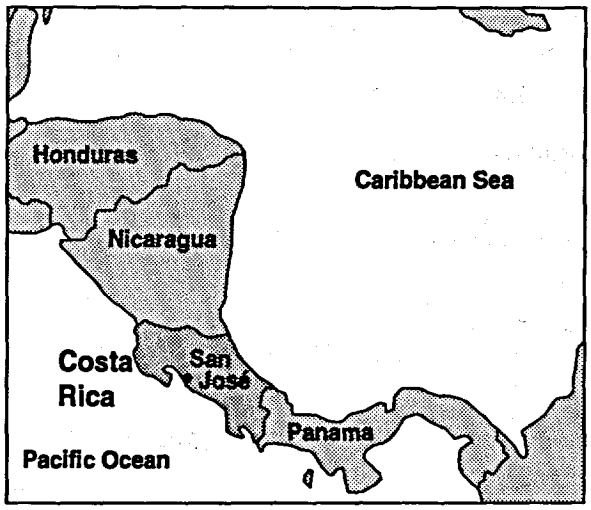
Main imports from Canada
$4.2 million (1995), including petroleum and bituminous oils, malt, telephone equipment, lard

Canadian overseas development assistance
$1.07 million (1994-95)

May 1996

REPUBLIC OF COSTA RICA

Capital: San José



GEODATA

Area
51,100 km²

Population
3.23 million (1994)

Population growth
2.5% (1994)

Major languages
Spanish (official), English

Major religion
Roman Catholic (95%)

POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Head of state and of government
President José María Figueres Olsen

Minister of Foreign Relations
Fernando Naranjo Villalobos

Democratic institutions
Unicameral legislative assembly

UN Human Development Index
Costa Rica ranks 28th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Dan Goodleaf
The Canadian Embassy
Oficentro Ejecutivo La Sabana, Edificia 5, Piso 3
(Apartado Postal 351-1007, Centro Colón)
San José, Costa Rica

Phone (011-506) 296-4149
Fax (011-506) 296-4280

ECONOMIC DATA

GDP
$8.2 billion US (1994)

GDP growth rate
4.5% (1994)

GDP per capita
$2,538 US (1994)

Inflation rate
12% (1994)

Unemployment rate
4.5% (1994 est.)

Main exports
Coffee, bananas, textiles, sugar

Main imports
Raw materials, consumer goods, capital equipment, petrolium

Main exports to Canada
$163.1 million (1995), including bananas and other fresh fruit, coffee, gold and clothing

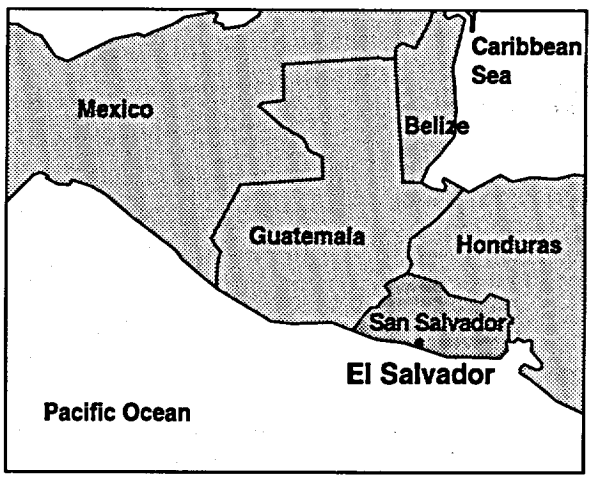
Main imports from Canada
$44.7 million (1995), including wheat and flour, fertilizers, plastics, railway ties and paper products

Canadian overseas development assistance
$4.78 million (1994-95)

May 1996

REPUBLIC OF EL SALVADOR

Capital: San Salvador



GEODATA

Area
21,893 km²

Population
5.4 million (1994)

Population growth
2.2% (1994)

Major languages
Spanish (official), Nahua

Major religion
Roman Catholic (75%)

POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Head of state and of government
President Armando Calderón Sol

Minister of Foreign Affairs
Ramón Gonzalez Giner

Democratic institutions
Unicameral legislative assembly

UN Human Development Index
El Salvador ranks 115th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

First Secretary Douglas Fraser
111 Avenida Las Palmas, Colonia San Benito
(Apartado Postal 3078 Centro de Gobierno)
San Salvador, Republic of El Salvador

Phone (011-503) 279-4655
Fax (011-503) 279-6940

ECONOMIC DATA

GDP
$8.1 billion US (1994)

GDP growth rate
6.0% (1994)

GDP per capita
$1,390 US (1994)

Inflation rate
10% (1994 est.)

Unemployment rate
14%

Main exports
Coffee, sugar cane, shrimp

Main imports
Raw materials, consumer goods, capital goods

Main exports to Canada
$43.6 million (1995), including coffee, clothing, fruits and vegetables

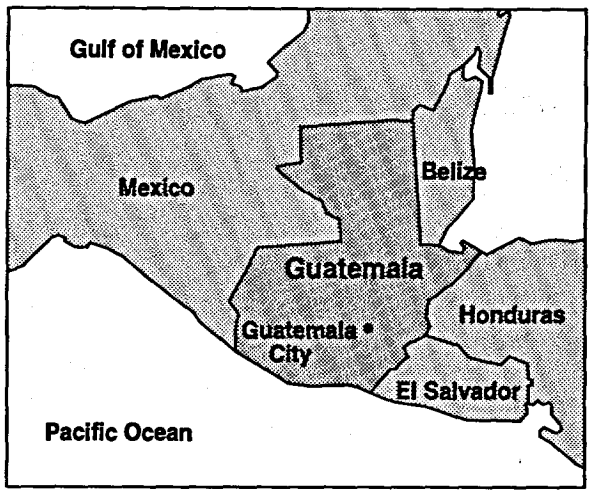
Main imports from Canada
$22.6 million (1995), including newsprint and wood pulp, wheat, aluminum, automobiles, plastic products and resins

Canadian overseas development assistance
$6.69 million (1994-95)

May 1996

REPUBLIC OF GUATEMALA

Capital: Guatemala City



GEODATA

Area
108,900 km²

Population
10.32 million (1994)

Population growth
2.9% (1994)

Major languages
Spanish, Amerindian

Major religions
Roman Catholic, Protestant

POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Head of state and of government
President Alvaro Arzú Irigoyen

Minister of Foreign Relations
Eduardo Stein Barillas

Democratic institutions
Unicameral legislative assembly

UN Human Development Index
Guatemala ranks 112nd among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador James A. Fox
Canadian Embassy
13 calle 8-44, Zona 10
Edyma Plaza, 8 Nivel
Guatemala City
Guatemala

Phone (011-502-2) 33 61 02
Fax (011-502-2) 33 61 48

ECONOMIC DATA

GDP
$12.6 billion US (1995)

GDP growth rate
4.5% (1995)

GDP per capita
$1,218 US (1994)

Inflation rate
8% (1995)

Unemployment rate
11% (1993 est.)

Main exports
Coffee, sugar, bananas, cardamom, beef

Main imports
Fuel and petroleum products, machinery, grain, fertilizer, motor vehicles

Main exports to Canada
$93.4 million (1995), including coffee, fresh fruits and vegetables (particularly bananas and peas), clothing, sesamum seeds, toilet soap

Main imports from Canada
$41.4 million (1995), including newspaper and other paper products, wheat and durum wheat, potassium chloride, polyethylene, telephone appartatus and equipment

Canadian overseas development assistance
$6.86 million (1994-95)

May 1996

REPUBLIC OF HONDURAS

Capital: Tegucigalpa

GEODATA

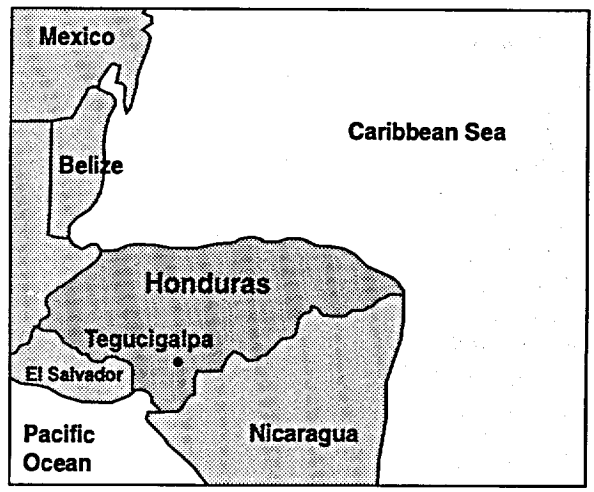
Area
112,087 km²

Population
5.84 million (1994)

Population growth
2.8% (1994)

Major languages
Spanish, Indian dialects

Major religion
Roman Catholic (97%)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Head of state and of government
President Carlos Roberto Reina

Minister of Foreign Affairs
Delmer Urbizo Panting

Democratic institutions
Unicameral national congress

UN Human Development Index
Honduras ranks 116th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Dan Goodleaf
The Canadian Embassy to Honduras
c/o The Canadian Embassy
Oficentro Ejecutivo La Sabana, Edificio 5, Piso 3
(Apartado Postal 351-1007, Centro Colón)
San José, Costa Rica

Phone (011-506) 296-4149
Fax (011-506) 296-4280

ECONOMIC DATA

GDP
$2.7 billion US (1994)

GDP growth rate
-1.9% (1994)

GDP per capita
$470 US (1994)

Inflation rate
19.6% (1994)

Unemployment rate
35% (1994 est.)

Main exports
Bananas, coffee, shrimp, lobster, minerals, meat, lumber

Main imports
Machinery and transport equipment, chemical products, manufactured goods, fuel and oil, foodstuffs.

Main exports to Canada
$49.8 million (1995), including lumber, bananas, melons and fresh vegetables, coffee

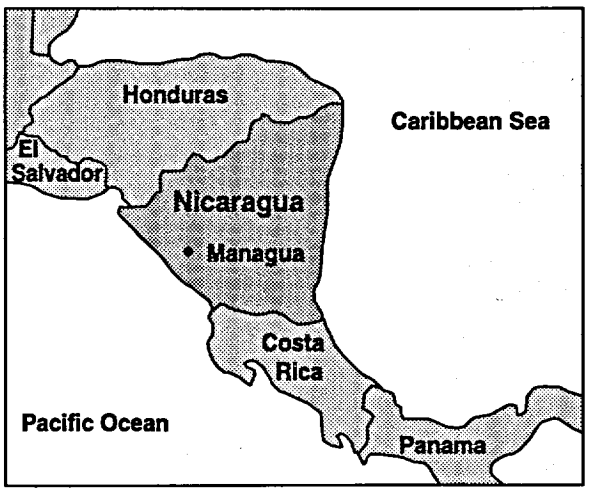
Main imports from Canada
$19.7 million (1995), including urea, styrene, polyropylene, newsprint and semi-chemical wood pulp

Canadian overseas development assistance
$20.41 million (1994-95)

May 1996

REPUBLIC OF NICARAGUA

Capital: Managua



GEODATA

Area
148,000 km²

Population
4.27 million (1994)

Population growth
2.8% (1994)

Major language
Spanish (official)

Major religions
Roman Catholic (95%), Protestant (5%)

POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Head of state and of government
President Violeta Barrios Torres de Chamorro

Minister of Foreign Affairs
Ernesto Leal Sánchez

Democratic institutions
Unicameral national assembly

UN Human Development Index
Nicaragua ranks 109th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Dan Goodleaf
The Canadian Embassy to Nicaragua
c/o The Canadian Embassy
Oficentro Ejecutivo La Sabana, Edificio 5, Piso 3
(Apartado Postal 351-1007, Centro Colón)
San José, Costa Rica

Phone (011-506) 296-4149
Fax (011-506) 296-4280

ECONOMIC DATA

GDP
$1.81 billion US (1994)

GDP growth rate
2.5% (1994)

GDP per capita
$424 US (1994)

Inflation rate
8% (1994)

Unemployment rate
35% (1994)

Main exports
Meat, coffee, cotton, sugar, seafood, gold, bananas

Main imports
Consumer goods, machinery and equipment, petroleum products

Main exports to Canada
$10.5 million (1995), including gold, coffee

Main imports from Canada
$8 million (1995), including plastics, machinery

Canadian overseas development assistance
$15.51 million (1994-95)

May 1996

CANADA

Capital: Ottawa

GEODATA

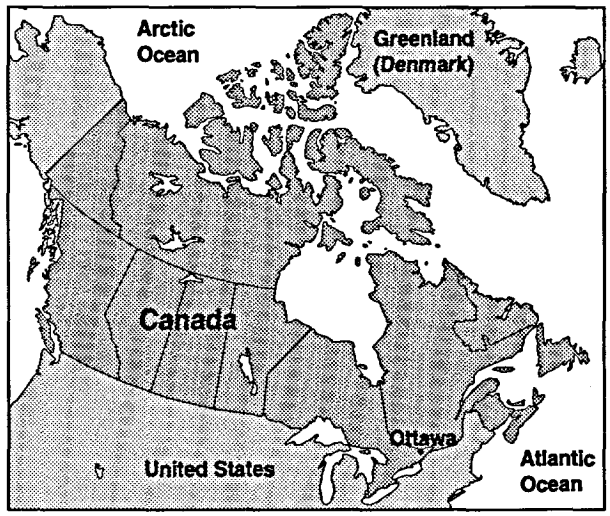
Area
9,970,000 km²

Population
30 million

Population growth
1.2% (1994)

Official languages
English, French

Major religions
Roman Catholic (46%), United Church (16%), Anglican (10%)



POLITICAL DATA

Type of government
Constitutional monarchy

Head of government
Prime Minister Jean Chrétien

Minister of Foreign Affairs
Lloyd Axworthy

Minister for International Trade
Arthur Eggleton

Democratic institutions
Federal state, bicameral parliament

UN Human Development Index
Canada ranks 1st among 174 countries

ECONOMIC DATA

GDP
$780.02 billion (1995)

GDP growth rate
2.2% (1995)

GDP per capita
$29,606 (1995)

Inflation rate
1.3% (February 1996)

Unemployment rate
9.6% (February 1996)

Major exports
$263.69 billion (1995), including wood, paper, aluminum, transportation equipment, minerals, fuels and capital equipment

Major imports
$225.49 billion (1995), including transportation equipment, capital equipment, electronics and plastics

May 1996

Notes